

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

VOL. LV, No. 8 New York : tél. : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 9 -16 avril 2025

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

LES GANGS ARMÉS RESSERRENT L'ÉTAU SUR LES FORCES DE L'ORDRE

La paroisse du Sacré-Cœur fermée après une visite des malfrats

Les quartiers huppés de Port-au-Prince, cibles privilégiés des hommes de Barbecue...

Par Léo Joseph

Bientôt une année depuis le déploiement de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), sous le leadership du général policier du Kenya Godfrey Otunge, les résultats escomptés ne se sont pas matérialisés. Loin de mettre leur queue entre leurs pattes et de prendre la poudre d'escampette, les gangs armés renforcent leurs attaques sur la population. Il semble que l'arrivée de militaires étrangers avec pour mission d'aider la Police nationale d'Haïti et les Forces armées (FAdH), ainsi que des militaires d'autres pays à mettre les criminels armés définitivement hors d'état de nuire et de rétablir la paix et la sécurité sur toute l'étendue du territoire national, ne soit pas pour demain. Pourtant,

depuis la grande offensive de gangs armés du début mars 2024,



Olivier Barreau

ayant provoqué la chute du gouvernement monocéphale d'Ariel Henry, l'agression des malfrats n'a cessé de s'intensifier, au point qu'il donne l'impression que les

criminels ont mis en place l'ultime attaque pour la prise du contrôle à 100 % de la capitale.

Alors que les forces de l'ordre d'Haïti, bien que renforcées par des militaires étrangers et la Police kenyane, ne fait montre d'aucune stratégie de lutte contre les malfrats, ces derniers donnent l'impression de suivre une stratégie de lutte d'usure des gens d'armes haïtiens, contribuant à les discréditer, aux yeux des populations, par des attaques ciblées sur les quartiers qu'ils trient sur le volet. Depuis déjà plus de deux mois, les gangs de la coalition « Viv Ansanm » semblent diriger leur attention sur les couches aisées, mais ils semblent diversifier aussi leurs cibles.

Ils ont récemment attaqué les écoles, les universités les hôpitaux, les églises protestants sur-

tout. Mais cette semaine des hommes armés ont fait une des-



Daniel Gérard Rouzier

cente à la paroisse du Sacré-Cœur, à Turgeau, tôt, dans la matinée, aux environs de 3 heures. Les informations sur la manière dont s'est déroulé cet événement

reste fragmentées. Aucune précision n'a pu être trouvée. On sait tout simplement qu'un blindé se trouvait non loin de l'église. Alertés, les policiers se sont vite mis en position de combat, réussissant à faire fuir les bandits, qui ont opté de quitter immédiatement les lieux, au lieu d'échanger des tirs avec les agents de la PNH.

On apprend que, sur ces entrefaites, un prêtre, qui se trouvait dans le presbytère, se serait dépêché de quitter la résidence ainsi que le personnel affecté au service de la paroisse. Selon des sources proches de la paroisse du Sacré-Cœur, cette église serait fermée, jusqu'à nouvel ordre.

L'Avenue O, non loin de l'église du Sacré-Cœur, dans le quartier de Turgeau, où je séjournais, dans une pension de famille,

Suite en page 2

SELON L'ONU, LES DERNIERS DÉGÂTS DES GANGS ARMÉS IMPUTÉS À LA NÉGLIGENCE DES AUTORITÉS

Les malfrats intensifient leurs initiatives à plusieurs points en même temps

De toutes parts fuse cet avis : Bientôt Port-au-Prince tombe aux mains des criminels...



Les soeurs Evanette Onezair et Jeanne Voltaire tuées de sang froid par les gangs Viv Ansanm.

Par Léo Joseph

Il semble que tout espoir est perdu, quant aux possibilités des autorités haïtiennes d'éviter que Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, tombe définitivement aux mains des criminels. Voilà déjà plus de deux ans que les représentants de l'Organisation Nations Unies (ONU) présent en Haïti ont averti que les gangs armés contrôlent 80 % de la première ville du pays. Rien de s'améliorer, cette tendance ne fait que s'aggraver. Si les représentants du secrétaire général de l'organisme mondial se limitaient à lancer des mises en

Suite en page 2

HAPPENNINGS!

FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

A Foreign-imposed governance to further impoverish Haiti

As Haiti faces a multifaceted crisis, whatnot with heavily armed



Fritz Alphonse Jean, the President of the CPT, but the real power rests with Barbecue

gangs causing death and desolation in all sectors, one wonders whether the governing body of

the country is up to the task of restoring security in Haiti. And what's the international community that set up the Transitional Presidential Council (CPT by its French acronym) intends to do, as the country plunges into the abyss?

Reportedly, since early this year, the "Viv Ansanm" (Living Together) coalition of gangs has launched a campaign, apparently aimed at controlling much more of the country, expanding from Port-au-Prince, now 90% under their control.

On January 27, Jimmy Chérier, alias Barbecue, the sergeant-turned-gang boss, unleashed his gangs on the upscale community

Continued to page 7

LES GANGS ARMÉS RESSERRENT L'ÉTAU SUR LES FORCES DE L'ORDRE

La paroisse du Sacré-Cœur fermée après une visite des malfrats

Les quartiers huppés de Port-au-Prince, cibles privilégiés des hommes de Barbecue...

Suite de la page 1

les malfrats ont, le même jour de leur descente — ou tentative de descente au presbytère de la paroisse de Turgeau — ont dirigé une attaque sur un local de Fon Koze situé à Avenue O. Voilà, une autre attaque des antisociaux sur une institution dont tous les Haïtiens authentiques sont fiers.

Le Montcel et la maison d'Olivier incendiés à Kenscoff

Avant la formation de la coalition de gangs armés « Viv Ansanm », à

l'initiative de Jimmy Chérizier, dit Barbecue, les groupes criminels incendiaient les maisons modestes situées surtout dans les quartiers populaires. Au fur et à mesure que les malfrats dirigent leurs attaques dans les quartiers aisés de Port-au-Prince, les résidences prises pour cibles pour mettre le feu ont changé de valeur. Cette semaine, à l'occasion d'une énième descente sur Kenscoff, dans les hauteurs de Pétiou-Ville, parmi les résidences vouées aux flammes figurent celles qui sont caractérisées d'« habitations de bourgeois ».

En effet, dimanche 7 mars la

maison, à Kenscoff, d'Olivier Barreau, PDG de la Banque de l'Union Haïtienne (BUH), a été livrée aux flammes par les bandits de la coalition « Viv Ansam », qui étaient, semble-t-il, à leur cinquième visite à Kenscoff.

Par ailleurs, le centre touristique Le Montcel, également situé à Kenscoff, a connu le même sort. Si cette dernière résidence, qui comprend une quarantaine de chambres d'hôtel, offrant un séjour calme et de repos rarement disponible, à ce niveau, dans la métropole haïtienne, a essuyé des dégâts modérés, la situation est tout autre pour la résidence de M.

Barreau, ayant essuyé des flammes qui dansaient jusqu'à plus de 25 mètres.

Quant au Montcel, mon frère, l'ambassadeur Raymond A. Joseph, qui y a séjourné, n'arrêta de décrire l'immense beauté de cette résidence pittoresque. Mais c'est Daniel Rouzier, qui semblait avoir été l'ami du propriétaire défunt de cet établissement, Philipp Villedrouin, qui a offert un texte, je dirais même presque poétique, sur le Montcel, et dont je tire ce passage :

À la question de savoir « Qu'était Le Montcel ? », M. Rouzier répond : « L'incarnation

d'un rêve tissé patiemment, pierre après pierre, par un homme d'affaires que la mort a pris avant que le feu n'ait pu dévorer son espoir. Le Montcel, c'était un hôtel de quarante chambres où la simplicité trouvait son luxe, un restaurant où des plats modestes prenaient des allures de festin, une ferme-école écologique où l'on arrachait des fruits de la terre avec le respect dû à une mère nourricière. Là-haut, les techniques d'irrigation, les savoirs ancestraux réinventés trouvaient leur souffle, dispensés aux cultivateurs que l'État oubliait dans les replis des collines ».

L.J.

SELON L'ONU, LES DERNIERS DÉGÂTS DES GANGS ARMÉS IMPUTÉS À LA NÉGLIGENCE DES AUTORITÉS

Les malfrats intensifient leurs initiatives à plusieurs points en même temps

De toutes parts fuse cet avis : Bientôt Port-au-Prince tombe aux mains des criminels...

Suite de la page 1

garde sur la progression de l'emprise des criminels sur le pays, en général, mais sur la capitale, en particulier, ils n'ont pas hésité, cette fois, à dénoncer la nonchalance des dirigeants. Et pour cause ! Car les bandits dirigent leurs attaques sur plusieurs points, à la fois, voire contre des cibles situés dans différents coins de la capitale ou de provinces.

En effet, dans un dernier rapport publié par le Bureau intégré des Nations en Haïti (BINUH) et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, en date du 7 avril, font savoir que les dernières attaques dirigées sur Kenscoff et Carrefour, qui ont fait beaucoup de dégâts, sont imputables à la négligence des autorités, pour n'avoir pas déployé ponctuellement aux appels au secours lancés par les habitants en détresse.

Dans ce document, il est révélé que, dans ces deux communes de Port-au-Prince, sur lesquelles les assauts ont été récurrents, entre les mois de janvier et mars, au moins 262 personnes, surtout des membres de la société civile, ont été tuées. Le rapport précise que ce bilan bouleversant aurait été causé, principalement, par le

retard de l'arrivée des renforts sollicités des forces de sécurité sur les lieux. L'ONU souligne, en particulier, les violences du 27 janvier, à Kenscoff, pour lesquels les renforts sont arrivés cinq heures après qu'aient été lancées l'offensive des criminels.

gouvernements. Mais il semble que le jeu force à couper. Aussi le rapport du 7 mars de l'ONU ne ménage-t-il les dirigeants haïtiens.

Le document souligne qu'en dépit des menaces formulées par les gangs armés relatives à leurs

sus d'incendier au moins 190 maisons et de violer sept femmes. Comme dans les cas d'attaques criminelles, au moins 3 000 personnes ont fui leurs résidences pour éviter le pire.

Selon l'ONU encore, les forces de l'ordre réagissent avec une lenteur inadmissible, faisant montre une absence totale de coordination avec le gouvernement, attirant aussi l'attention sur la stratégie des criminels, qui cherchent à saisir le contrôle des zones stratégiques et les voies de pénétration. Le rapport attire l'attention sur la route qui mène de Kenscoff à Jacmel, dans le département du Sud-est, déclarée indispensable à l'aboutissement de l'aide humanitaire aux sinistrés.

Le rapport exposé aussi les attaques systématique des bandits qui, durant les trois premiers mois de l'année 2025, ont tué au moins 1 500 personnes à travers tout le pays, notamment à Port-au-Prince et ses communes, ainsi que dans le département de l'Artibonite.

Attaque meurtrière sur Mirebalais, des civils tués, des malfrats hachés à coups de machettes

La coalition de gangs évoluant

sous l'appellation « Viv Ansanm », sous la direction de l'ancien policier Jimmy Chérizier, dit Barbecue, a mené une attaque meurtrière sur la ville frontalière de Mirebalais. En raison de la débâcle au sein de l'administration intérimaire incompétente, les précisions restent vagues sur le déroulement des événements.

En tout cas, désormais l'incertitude s'installe dans le département du Centre et des villes frontalières. On ignore exactement ce qui se passe dans ces régions. Même quand des sources proches du gouvernement déclarent que les forces de l'ordre ont pu chasser les gangs, qui avaient capturé Mirebalais et y semé la terreur, aucune précision n'a été apportée, de manière à rassurer les citoyens qui l'avaient désertée. Quand bien même les autorités gouvernementales auraient émis des communiqués rassurants, par rapport à l'efficacité de ses ripostes, les populations reçoivent de telles informations avec un grain de sel. En tout cas, jusqu'à ce qu'un autre assaut des gangs armés vienne démentir les revendications de la Police. C'est, d'ailleurs, ce qui arrive après chaque affrontement entre les forces de sécurité



Plus de 500, détenus se sont évadés de la prison civile de Mirebalais, évadés par les criminels de Viv Ansanm.

Comme un clou qui s'enfonçe dans un cercueil, les dénonciations se précisent

On non de la diplomatie, mais aussi par respect du pays d'accueil, les représentants de l'ONU se gardent toujours de critiquer les

attaques sur les quartiers, depuis plusieurs jours à l'avance, les autorités n'ont pas su prendre des dispositions pour protéger les populations. Leur réplique a été trop peu trop tard. Le rapport dénonce les dégâts causés par les malfrats : À Kenscoff, des civils exécutés, y compris des enfants, en

Suite en page 6

Le CPT est caduc ! Il est temps qu'il s'en aille !

Par Sonet Saint-Louis *

Il semble désormais qu'il n'y ait plus rien à espérer du Conseil présidentiel de transition (CPT), une instance créée de toutes pièces par les parties prenantes de l'Accord du 3 avril 2024.

À plusieurs reprises, Magalie Comeau Denis, instigatrice de cet accord signé à l'hôtel Montana et mandataire de M. Fritz Alphonse Jean auprès du CPT, a tenu des propos parmi les plus accablants à l'encontre des conseillers présidentiels. Elle les accuse ouvertement de corruption et de détournement de fonds publics dans l'exercice de leurs fonctions. Selon l'ancienne ministre de la Culture sous le régime transitoire de Boniface Alexandre, ces conseillers ne seraient autres que l'autre face de l'organisation criminelle Viv Ansanm. Deux facettes d'une même médaille, engagées dans une stratégie d'anéantissement de la République d'Haïti, dictée par des forces extérieures.

La prise de position de Mme Comeau Denis a de quoi surprendre, surtout au regard du rôle central qu'elle a joué dans la mise en place de ce pouvoir.

Chacune de ses déclarations publiques concernant le CPT a l'impact d'une bombe à retardement. C'est d'autant plus surprenant que ce sont les signataires de l'Accord de Montana qui ont « élu » Fritz Alphonse Jean « président de la République » lors d'un « scrutin » organisé de manière indirecte.

En juillet 2021, après l'assassinat du président Jovenel Moïse, dès le 30 août, ces mêmes acteurs ont exigé le pouvoir, comme l'a rappelé l'ancien sénateur Rony Mondestin. Mais sur quelle base ? Cette démarche s'est inscrite dans une stratégie visant à préparer l'indécrite « élection » du « président de la République » dans un hôtel à Port-au-Prince. Suite à cette « élection », au cours de laquelle Fritz Jean a été désigné, des démarches ont été entreprises auprès de l'ancien Premier ministre Ariel Henry pour procéder à l'installation de « l'élu », un manipulateur en faveur duquel le consentement du peuple n'a été exprimé ni directement ni par l'intermédiaire de ses représentants élus au Parlement.

Cinq inculpés au sein du CPT

Fritz Jean, économiste médiatique, se présente comme un homme d'État sans en posséder la véritable stature. Ancien directeur de la Banque Centrale de la République d'Haïti, il a été largement critiqué pour avoir décidé de vendre la réserve d'or du pays. Cette décision imprudente a lourdement impacté Haïti, et les conséquences en sont encore visibles aujourd'hui. L'or, dont la valeur atteint des sommets sur les marchés mondiaux, prouve que cette liquidation fut une erreur monumentale. À l'échelle mondiale, de nombreux pays reviennent à l'or, et tous cherchent à en acquérir. Mais pendant ce temps, Haïti a vu sa réserve d'or disparaître sous les recommandations de Fritz Alphonse Jean, alors gouverneur de la Banque Centrale et aujourd'hui président du Conseil présidentiel de transition. Dans ce contexte, peut-on encore lui accorder notre confiance pour défendre les intérêts de l'État haïtien ?

Cet homme, qui a un dossier de corruption en cours au cabinet d'instruction, est également accusé, avec ses collègues, d'avoir détourné des fonds publics destinés au service de renseignement du Palais national. C'est peut-être pour ces raisons, et bien d'autres encore, que M. Comeau Denis n'a pas jugé bon de protéger son représentant au sein du CPT. Pourquoi est-ce seulement maintenant qu'elle soulève des inquiétudes ? Quelles sont les promesses non tenues qu'il avait faites à son clan ?

Fritz Alphonse Jean, malgré ce que l'on en dit, n'avait pas un prestige public véritable, à l'exception de celui que les médias lui attribuaient. Au CPT, il agissait comme ses pairs, détournant l'argent public pour nourrir son clan en vue des prochaines élections. À l'instar de ses collègues, il préparait soigneusement la fraude et la corruption afin de s'assurer d'extorquer la volonté populaire.

Dans ce contexte délétère, bien que certaines voix se soient élevées pour demander le départ des conseillers impliqués dans le scandale de la BNC, il n'a pas pu se séparer d'eux. En effet, il était lui-même sous enquête dans une autre affaire de corruption, en cours au cabinet d'instruction, liée à la Commission d'État dirigée par le feu sénateur de l'OPL, Paul Denis, sous l'administration Boniface/Latortue. Prendre le

risque de forcer le départ des trois nouveaux inculpés ? Impossible !

Leslie Voltaire, dans une situation similaire à celle de l'ancien gouverneur de la Banque centrale, ne l'avait pas fait, pourquoi le ferait-il lui ? Un CPT comportant cinq inculpés pour des actes de corruption montre clairement que, malgré les discours officiels, la lutte contre la corruption est reléguée au second plan. Combien de temps encore ces hommes resteront-ils considérés comme fréquentables par les puissances occidentales qui les soutiennent ?

Le CPT, un verre brisé

Il existe donc une logique du pouvoir en Haïti : plus on est corrompu, malfaiteur, ou antinational, plus on a de chances d'obtenir le soutien des élites. Malheureusement, la corruption constitue le consensus solide autour duquel ces élites se regroupent. Ce pacte semble indéfectible.

Le verre symbolisant le CPT est brisé, non seulement à cause de la corruption qui le ronge, mais aussi en raison de son incompétence opérationnelle. Les élections prévues pour novembre 2025, comme annoncé par le CEP, ne pourront plus se tenir pour remettre le pouvoir entre les mains d'élus. Cette gouvernance a échoué. Si le CPT survit aux fêtes de fin d'année, il ne pourra plus exister après le 7 février 2026. Aucun prolongement de délai ne sera accordé. Le temps est à l'action !

Pour les membres de cette coalition gouvernementale, qui depuis plus de trois décennies manipulent la conscience collective, le temps va bientôt suspendre son vol. Il n'est plus possible de poursuivre la même stratégie, consistant à renouveler constamment l'échec à la tête du pays. Il est temps de rompre avec des pratiques qui ont conduit la nation sur cette pente dégradante, affectant tous les secteurs de la société haïtienne.

Comme on le sait, il n'y aura pas de référendum pour changer la Constitution du 29 mars 1987, validée par l'ensemble de la nation, et qui a mis fin aux pratiques délétères du pouvoir personnel ayant marqué la gouvernance politique haïtienne pendant près de deux siècles.

Quant à la tenue d'une confé-

rence nationale, elle reste un sujet douteux dans un pays qui s'est engagé, depuis plus de trente ans, sur la voie de la démocratie libérale et de l'État de droit. Le rétablissement de la sécurité, promis par cette équipe en place, reste, lui aussi, une illusion.

Bâtissons une alternative !

Alors que nous approchons de la fin d'une ère qui n'a jamais véritablement commencé, il est temps de bâtir une alternative réelle face à l'impasse actuelle.

À la fin du mandat de Fritz Alphonse, un autre prendra le relais : Laurent Saint-Cyr, délégué par le secteur privé au sein du CPT. Quelle idée ce non professionnel de l'État a-t-il des affaires publiques et de la république. Il n'est plus acceptable de continuer à jouer avec l'avenir de notre pays. Le CPT et le gouvernement dirigé par Alix Fils-Aimé, une autre figure du secteur privé propulsée au sommet de l'État sans expérience ni compétence, ont montré leurs limites. Il est impératif de les écarter pour ouvrir la voie à une gouvernance responsable. À la tête de cette nouvelle direction, un juge de la Cour de cassation devrait être nommé, garant de la légalité et de la justice.

Le départ de ces incompetents doit être immédiat afin de permettre la formation d'un gouvernement responsable, capable de résoudre les problèmes du pays et d'organiser des élections libres et démocratiques, dans le cadre d'un véritable retour à l'État de droit. C'est la solution du bon sens !

De la mise en place du G9 criminel au G9 présidentiel multicolore imposés par les mêmes maîtres, la sécurité publique n'a pas été améliorée, de même que la gouvernance du pays. Il est grand temps d'opérer un changement en écartant ce système devenu obsolète, incapable de se renouveler. Face aux conséquences désastreuses d'une prise de pouvoir par les groupes criminels, il convient de nous tourner vers une solution saine, en confiant le pouvoir à

un(e) membre de la Cour de cassation. En effet, comme je l'ai dit, le recours à la Cour de cassation ne résoudra pas la question de la légalité et de la constitutionnalité de cette nouvelle gouvernance, mais il offrira une solution institutionnelle éprouvée, déjà mise en œuvre lors de précédentes crises politiques aiguës.

Il est grand temps d'agir pour restaurer la stabilité et la justice dans notre pays, des conditions essentielles à son véritable développement économique. Unissons-nous pour tracer la voie de la vérité et du renouveau ! Si cette proposition fait écho en vous, rencontrons-nous sans plus tarder pour en débattre, au-delà de nos divergences politiques. L'essentiel réside dans le salut de notre patrie commune. Bien que les élites au pouvoir aient failli ces trois dernières décennies, il existe encore des Haïtiens capables de faire la différence. Il est impératif que le peuple reprenne les rênes, car en démocratie, c'est lui qui décide de l'essentiel : ceux qui doivent le gouverner. Ensemble, nous pouvons reconstruire un avenir meilleur. Nous sommes prêts et déterminés ! La volonté collective est la clé de notre renaissance.

* Sonet Saint-Louis av

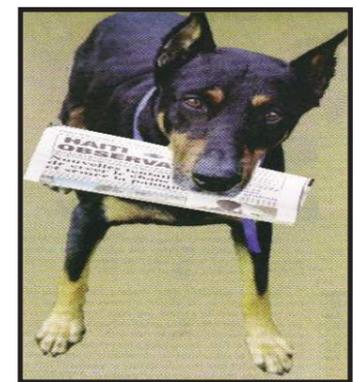
Professeur de droit constitutionnel et de méthodologie à la faculté de droit et des sciences économiques de l'Université d'État d'Haïti.

Professeur de philosophie.

Sous les bambous, La Gonâve, 06 avril 2025.

Tel 44073580

sonet.saintlouis@gmail.com



DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



Suite de la page 12

er aux réunions officielles et prestigieuses de la FIFA et de la CONCACAF, deux concubines de deux des trafiquants actifs dans le football.

America U17 CONCACAF Championship, Women, Group A, Round 3

Mexico U17 vs Haïti U17 live score

Mais Mme « Fillette Lalo du football » était quasiment inconnue, des milieux du football et son coup a découragé les vrais et pas-

jeunes. Haïti vit et continue à l'échelle internationale, grâce à ses sélections seniors, dont joueurs et joueuses évoluent à l'étranger, donnant l'illusion et cachant le fait tragique qu'il n'y a plus de football en Haïti.

Chili-Haïti Amandine pierre louis : De la classe !

Ainsi, cette semaine, il est clair qu'au niveau senior, en filles comme en hommes, les résultats se ront potables, car la majorité des internationaux et internationales seniors évoluaient dans des

Situation particulière pour l'Équipe nationale féminine A, dont la destruction est lente, mais inévitable, puisqu'une atmosphère assimilable à une dictature féroce est installée avec aucun droit pour joueurs joueuses n'ont pas le droit de communiquer avec la presse haïtienne, cette presse, qui est ainsi muselée, soit à coup de menaces, soit à coup de dollars, tout ceci favorisé par le fait que cette presse a perdu son intégrité et son nationalisme, qui avaient permis d'entamer la libération d'Haïti, vite étouffé par le retour en force des néo-dictateurs, puis que ce sont des hommes du pouvoir qui conduisent cette destruction du football. Et les joueurs ont peur de parler, et même obligés de cacher leur amertume, car, non seulement ils risquent de ne plus être sélectionnés, et surtout ils ont peur pour leurs parents vivant en Haïti. Le cas de l'avant-centre titulaire de l'équipe féminine senior chassée, parce que son père avait osé dénoncer des choses choquantes... dans une entrevue publique.

Melchie Coventin Dumornay en chef d'orchestre au Chili, une mafia sans scrupule

Les téléspectateurs haïtiens, qui suivaient le match Chili vs Haïti, ont été choqués de voir sur le terrain, à la fin de la rencontre, trois des auteurs de la catastrophe qui ont détruit le football haïtien. On se demande comment, après toutes les dénonciations, d'agressions répétées de plusieurs joueuses haïtiennes, que Billy Chalera ait été aperçu sur le terrain, après le match au Chili, d'autant qu'il se dit agent de joueurs, on dirait plutôt propriétaire de joueurs et de joueuses. Comment a-t-on pu accepter qu'il soit au milieu de ces filles ?

On l'a vu pavoisant à côté de l'autre voyou Desormeaux, lui, qu'on a commis le crime d'installer un homme comme team manager d'une équipe de femmes, le team manager étant la seule personne à être très près, pres que dans l'intimité des athlètes. L. Desormeaux, responsable auprès de la FIFA des transferts de joueurs ou joueuses devant un jour répondre comment et avec quel faux document des dizaines de joueuses aient pu être transférées dans des fédérations étrangères, alors que leurs clubs, en Haïti, ne sont même pas au courant, voire signer leur certificat de transfert. Assurément avec de faux papiers.

La méga star qui a manqué être Tabita Joseph et Maudeline Mauryl

Malgré tout et en espérant une libération totale de toit, banditis-

me légal ou illégal, l'Équipe nationale féminine a encore charmé, lors des deux matches disputés au Chili, le premier gagné, malgré une infériorité numérique (expulsion de la solide Kethna Louis) et l'absence de Nerilia Mondésir, forfait au dernier moment. L'unique but sur penalty de Corventina aurait pu être suivi d'autre, surtout deux essais de Amandine PL, après une longue chevauchée à l'aile droite. L'autre satisfaction fut Shelsie Domoni que, qui a fait une entrée impressionnante à l'heure de jeu et dont

nu et derrière cette génération de seniors, il n'y a rien. Ou, du moins, des records de honte et carnavaux de buts enregistrés, qui s'établissent, après 121 années d'existence du football en Haïti. Au Costa Rica, l'année dernière (9-0 et 13-0), en U15 CONCACAF, et les récents (8-0 face au Costa Rica et 12-0 devant le Mexique). Cette semaine, au Mexique, avec, dans ce cas, un record honteux pour le pays. Des parents, qui financent le voyage de leurs filles avec l'équipe nationale et dont on dit que ces parents ont



Nerilia, la méga stard, a manqué entre Tabita Joseph et Mandelina Mauryl.

sionnés dirigeants, mais aussi les supporters des clubs, qui sont exaspérés et ont perdu la flamme de la passion pour continuer à se sacrifier en vue de faire développer les activités de ce sport car, en Haïti, sans sponsor, sans droits TV, sans donateurs, quasiment sans recettes de match et sans subvention régulière de l'État, en Haïti, le football a comme seule ressources assurées les revenus personnels des dirigeants. Ils ont donc perdu leur flamme, leur passion, leur folie, et ainsi les 400 à 500 clubs ont dû suspendre toutes leurs activités. Et ainsi, plus d'académies, plus rien pour les

championnats étrangers, donc sont hautement compétitifs, même si les dirigeants prennent la précaution d'éviter des adversaires de poids ou de renom pouvant les épargner des défaites, parce que la préparation des matches est désastreuse, notamment sans stages rigoureux et une mise en place sans consistence. Le pire, les joueurs ont peur de dénoncer, n'étant plus rappelés en sélection s'ils osent dénoncer, ou même manifester leur désarroi. Les cas pullulent, mais une bonne partie des ressources du football sert à payer et soudoyer des propagandistes des réseaux sociaux.



Les dernières révélations intéressante au sein des Grenadières.

deux chevauchées à l'aile droite ont laissé entrevoir des qualités de puissance, qui en disent long sur le gros apport qu'elle peut apporter.

Des joueuses révélations intéressantes

Kaina Pétrus César, Amandine Pierre-Louis, Domond Shelsie, etc. En tout cas, malgré la mise à l'écart de nombreuses joueuses de grand talent, on a été heureux de voir la sélection rendre des Haïtiens heureux. Les compatriotes ont exulté, dansé cette victoire contre le Chili, prouvent, encore une fois, l'excellent ni veau qu'avait atteint le football féminin haïtien, qui peut espérer se qualifier pour une deuxième Coupe du monde de suite, ce qui confirme la sensation que, si on met un programme sérieux, une campagne patriotique de qualification en place, et surtout si on met à l'écart les vautours, que sont les Desormeaux, Chalera, Marcelin, Chéry, qui vassalisent les joueuses et les tiennent en otages, à coup de menaces d'expulsion, à la moindre perception d'indépendance, ou au moindre écart à l'ordre général établi, comme en ont fait la triste expérience Melissa Dacius, Mikerline Saint-Félix, Nelourdes Nicolas, Phiseline Michel, Ruthie Mathurin, et plus d'une centaine d'autres soit vivant désormais dans la peur aux USA ou retournant vivre dans la misère des ghettos d'Haïti.

Il reste que les bons résultats d'aujourd'hui sont pour un temps, car le football est un travail conti-

même payé très cher la place en sélection nationale, dans l'idée de se servir de ce label de « joueuse internationale » pour obtenir des bourses d'études gratuites, dans des collèges, pratiques qui n'existent pas encore en France, mais facilités et privilèges courants, semble-t-il aux USA. Si tel est le cas, il est du devoir de l'État haïtien de mener une investigation et de traduire en justice de tels trafiquants de l'honneur et du drapeau national.

Silence de l'État et de la nation

Ce qui est grave, la communauté sportive ne réagit pas. Au contraire, elle se laisse envahir par la propagande autour des victoires, sans même faire remarquer qu'au niveau féminin, dans la COMEBOL, seul peut-être le Brésil est au-dessus du lot, et, à coup sûr, la CONCACAF a un meilleur ni veau et un palmarès auxquels la COMEBOL ne peut se comparer.

Le football en voie avancée pour disparaître

Le drame d'Haïti c'est l'esprit de continuité qui est en cause, comme ce fut en athlétisme où dans les années 1920-30 donnait un recordman du monde avec notre pays était au sommet avec Sylvio Cator, et même un champion d'athlétisme en sprint sur 100 mètres avec André Théard, et aujourd'hui rien, aucun vestige de cette discipline, l'athlétisme, pourtant reine des disciplines

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 HAVANNA AVE. (BL. UNION & PENNINGTON)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!



Suite de la page 4

s sportives olympiques ! Car, en moins de cinq ans, rien de football, pas une académie, même pas une joueuse ne joue au foot en Haïti. Même les anciennes espoirs, de 8 ans 12, 13 ans sont négligées et rejetées dans la misère atroce, qui détruit le pays, et rien ne laisse espérer un répit, puisque les jeunes sont abandonnés donc augmentant la montée des violences dans le pays et détruisant le pays, le seul que la CONCACAF et la FIFA avaient pu trouver pour remplir un stade en avril 199, pour donner un élan aux éliminatoires de la première Coupe du monde FIFA de football féminin. Pendant quinze jours, le Stade Sylvio Cator était rempli à craquer chaque jour, du 16 au 29 avril, le président de la République, en personne, Jean-Bertrand Aristide, et son Premier ministre, René Prével, chaque soirée de match, ce qui avait valu à Haïti le titre symbolique de meilleur public du monde par la FIFA. Comment peut-on oublier cet immense apport d'Haïti à la cause du football et au développement de son secteur féminin dans le monde ?

Le football détruit

Le football, malgré la chute du pays vers l'abîme, était donc l'espoir, la planche de salut; à la faveur d'une politique de formation et de développement menée par une équipe technique dynamique et compétente, composée, en majorité, d'éducateurs bien formés, secondés par des entraîneurs étrangers, au départ, Argentins, puis Cubains, et par la suite, Colombiens, puis Vénézuéliens et aussi Français, le football haïtien, a force de travail, et malgré des moyens étiqués, en dépit d'un faible ou presque pas de support de l'État, le football haïtien avait entamé une brillante percée nationale, au préalable, avec une décentralisation à tous les départements du pays franchissant l'étape capitale de s'implanter partout, réussissant la décentralisation indispensable pour atteindre l'objectif d'unifier le pays, de nous rapprocher tous Haïtiens, d'unifier le pays, les Haïtiens, par et autour du ballon rond, donc le football.

Un boom exceptionnel !

Dans tous les départements du pays, le football connaît un élan extraordinaire. Au niveau mondial, le football haïtien est sollicité pour jouer des matches contre des pays classés parmi les meilleurs du monde, dont Brésil, Uruguay, Équateur, Argentine, Chili, Pérou, Bolivie, Japon, Chine, Corée, Émirats, Qatar, Jordanie, ou même des grands, comme l'Espagne, l'Italie. Les carnets d'invitation des sélections sont remplis à chaque fenêtre internationale FIFA.

Malgré d'énormes COUACS des autorités du gouvernement pour cause de corruption, on enregistre une nette amélioration des

terrains de jeu, jadis poussiéreux et rocaillieux. Parallèlement, le football féminin, toujours traité en parents pauvres et n'ayant jamais accordé, même un minimum de moyens, comme ils l'ont fait avec les jeunes garçons la FHF, lance un programme ambitieux de football féminin, qui prend en charge, dans une structure moderne et révolutionnaire, cette discipline longtemps négligée par les autorités et, agréable surprise, les sélections nationales sont invitées à des tournois relevés, en Europe et mieux, de jeunes joueuses décrochent des contrats Professionnels dans des clubs de haut niveau, en France et, sur la lancée, plusieurs pays, et pas des moindres, Japon, Espagne, Russie, de grandes références, en football féminin, remplissent les carnets d'adresses des clubs féminins haïtiens. Inimaginable pour Haïti, surtout dans un sport féminin ! Le monde s'étonne, au point que la FIFA invite la FHF à son Congrès, au Maroc, en 2019, pour exposer aux autres 210 fédérations du monde entier leur programme révolutionnaire de football féminin. Mieux encore, sur la lancée des clubs et fédérations viennent directement, en Haïti, pour mieux comprendre ce programme, qui a permis à Haïti de monter si haut en football féminin, la vision des dirigeants haïtiens était qu'avec les tabous culturels, dans le monde, surtout dans les pays à culture latine, il sera un peu difficile aux pays traditionnels, Brésil, Argentine Chili, chez les hommes grands pourvoyeurs du marché mondial de joueurs de former et d'exporter suffisamment de footballeuses pour un marché en expansion rapide et, de fait, il était stratégiquement crucial d'en profiter.

L'ambition était, bien que pauvre, Haïti, avec un travail organisé, moderne et déterminé, pouvait et devait profiter de ce nouveau marché de foot féminin. Ainsi, profitant d'appuis reçus après le séisme de janvier 2010, Haïti lança le programme Camp Nous, nom choisi par les donateurs allemands d'une chaîne de télévision privée allemande Seit-Ein, qui sont venus construire les dortoirs et les vestiaires de l'Académie. Une université du Texas a fait don des lits, matelas ; et la FIFA a offert les cinq terrains artificiels, la salle de gym et de musculation, du système d'éclairage du terrain, d'une clinique de soins médico-sportifs avec des appareils très modernes et les vestiaires. L'ambassade d'Allemagne a fait don du puits solaire d'alimentation en eau. Parallèlement, des entreprises haïtiennes soutiennent Camp Nous, comme Itala, Vorbe et Fils, Food For The Poor, des donateurs anonymes ont permis à l'Académie de tenir et de prendre en charge complètement, sans compter un groupe de joueurs seniors pauvres de talents que leurs clubs étaient dans l'incapacité de supporter, en utilisant les dortoirs du MJSACC. Grâce au support de la communauté, l'Académie a pu offrir l'éducation, les livres et ma-

tériels scolaires, des vêtements, des soins de qualité avec des médecins et autres professionnels bénévoles, des éducateurs généreux et dévoués, qui dispensaient des cours à l'école du Centre, sans compter d'autres supports en vêtements de sport et autres, non seulement le millier de jeunes joueuses-joueurs.

À la conquête du monde

À partir de 2015, nos jeunes footballeuses et footballeurs aussi s'affirment avec brio en Europe comme en Amérique du Nord. Ainsi, en 2014, les coach Fiorda Charles et Esther mettent les USA en ébullition, en créant une grosse surprise : gagner le US soccer aux USA, devant plus de deux cents équipes féminines, au championnat. Un peu plus tard, lors de la CONCACAF, la U14, à Cayman Islands, tenant tête au Canada (vice-champion, battu aux pénalités, décrochant — oh distinction suprême ! — soulier d'or avec Né rilia Mondésir. Cette même sélection, en 2015, en éliminatoire mondiale U17, à Grenada, cette fois, bat l'équipe féminine du Canada en phase de poule, mais minée par des blessures, rate la qualification en poule finale, le billet U17 de Jordanie-2016 d'un fil de cheveu. Nos garçons et filles footballeurs, désormais jouent des tournois relevés aux USA et en Europe, jouant à Bucarest, en 2019, dans une Coupe d'Europe spéciale, s'inclinant devant la Russie, mais domptant la Roumanie (1-0), chez elle et Chypre. Incroyable ! nos jeunes footballeurs n'ont plus à prouver leur talent, car ils se mesurent aux meilleurs du monde, et c'est fort, de ce pallier, du haut niveau franchi que cette sélection U-17 de jeunes garçons se qualifie pour le Mondial U17, au Brésil, en 2019.

Fantastique progression!

Dans toutes les catégories d'âge, Haïti est aux places d'honneur. En 2018, la Sélection féminine U17, emmenée par Corven, Tabita A. Gustave, etc. rate de peu le Mondial U17 féminin d'Uruguay, la même année des U20 !

L'opération « *pays lock* » de l'été 2019 bloque l'équipe mondiale U17, en Haïti, qui ne peut aller en préparation au Canada et en Europe, en stage pré-Mondial. C'est même de justesse et en ordre dispersé que le groupe s'entraîne à Camp Nous et réussit, sous pression et en ordre dispersé, réussit à se rendre au Brésil. La FIFA, menaçant même de remplacer et de déclarer forfait la Sélection, qui joua un tournoi courageux, malgré tous les inconvénients précités, tenant tête à la France, au Japon et au Chili. Ces jeunes font une telle impression, au point que les carnets d'adresse de la FHF sont remplis de noms d'académies de grandes écuries d'Europe désireuses de les accueillir en phase finale de formation et affichent complet !

Cette perspective exceptionnelle allume et rend fou l'appétit

des voraces que, dommage pour le peuple haïtien, sont à l'affût de toute opportunité pour faire de l'argent, les chenapans et racketteurs profitant de l'arrêt causé par la COVID-19, en 2020, dans les activités de mouvements de joueurs pour brouiller les pistes, pour s'emparer de ce qui paraît être ce gros butin. Face au démantèlement des structures de la FHF avec le gang, qui a fabriqué le complot avec ses alliés, à Pétionville et au Cap-Haïtien, voulant accaparer ce merveilleux butin pour blanchir leur magot noir. Ainsi, mis à part les deux jeunes espoirs, déjà en Europe, tous les 25 mondialistes se retrouvent dans le football-loisir de Miami, et vu leur statut migratoire incertain, à part Ti-Jovenel, de Grand Goâve, qui essaie de percer dans la MLS, tous ces jeunes mondialistes, au Brésil, en 2019, ont raté ainsi la carrière qu'ils espéraient, et surtout qu'ils méritaient !

Le succès est si éclatant U17 FIFA-Bราซิล 2019 !

En 2018, à Trinidad, nos filles tiennent tête (1-1) aux USA, en demi-finale obligeant les Américaines à aller aux épreuves de penalty (1-1), pour ensuite battre et éliminer le Canada (1-0) pour gagner le droit de disputer un mondial, France -2018, dans le quel, malgré trois défaites, elles brillèrent de mille feux, en tenant la dragée haute à trois ténors, vainqueurs d'une courte tête (Chine 2-1), Nigeria (1-0) et la puissante Allemagne (3-2). Toutes les prestations, avec un brio qui mit en flamme des milliers de compatriotes accourus en foule à chaque match et venus en caravane de toute France.

Dans la foulée, c'est la ruée vers les talents féminins haïtiens : le Canada en reçoit six, en 2019 ! En France, près d'une quarantaine signent en 2019/2020. Mais l'élan est, d'abord stoppé, par la COVID-19/Corona, qui fait arrêter et stopper les vols d'avion d'Haïti vers l'Europe. Certaines de nos jeunes filles sont sollicitées partout : Chine, Japon, Taïwan, Russie, Espagne, Chili, Brésil, Portugal, même Vietnam et Rwanda en veulent, etc. On se bouscule sur ces oiseaux rares qu'étaient devenues ces jeunes Haïtiennes formées pendant dix ans dans une structure qui restera jusqu'à récemment Intacte.

Un contrat royal avec l'État

Dans les dernières semaines de son gouvernement, le président Michel Martelly, à l'instigation de son ministre des Finances, Wilson Laleau, passionné dynamique dirigeant de football signe un accord historique avec la Fédération haïtienne de football FHF, pour implanter dans toutes les villes de tous nos départements, et dans chaque ville une ou même plusieurs académies de développement formant des enfants, filles et garçons, des talents entre de 6 à 12 ans, pour qu'Haïti devienne un

exportateur de footballeurs et de footballeuses, aidant des milliers de jeunes à sortir de la misère et de l'exclusion, et notre pays de la pauvreté extrême.

Perte d'un stade fabuleux

Tout ceci a été dilapidé. Les mercenaires des instances internationales « *Thiouf Blan* » ont tout détruit et ont fait perdre tout, tuant le printemps du football, qui s'épanouissait. Haïti, qui était en liste pour recevoir, depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010, comme cadeau, un des stades construits et utilisés pour le Mondial Qatar-2022, quatre mois après la fin de la Coupe du monde, a vu avec tristesse les stades démontés et redistribués. Mais Haïti n'a pas vu son stade qatari arrivé chez lui. Et les deux pontifes dirigeants actuels de la FHF, Monique André, qui, de puis 2012, représentaient Haïti aux réunions et Congrès de la FIFA, depuis 2012, sont bien au courant de cet engagement pris devant la FIFA; et c'est dans le cadre de cet engagement que l'Équipe nationale avait été, le 17 novembre 2010, participer à la fête de célébration par le gouvernement du Qatar, de la victoire de sa candidature à l'organisation du Mondial Qatar 2022, devant les USA. Et il y eut un match Qatar vs Haïti (1-0 pour Haïti). D'autant que tous les dirigeants actuels, qui représentaient Haïti aux réunions de la FIFA, depuis 2012, connaissaient l'engagement de la FIFA et du Qatar et que depuis 2010 ils sont parfaitement au courant de cet engagement. Bien plus encore, le secrétariat général de la FHF, que dirigeait l'inoubliable et respecté agronome Lionel Désir, de 2000 à 2012 (paix à l'âme de cet éminent Haïtien !), avait entrepris les démarches auprès de la Direction générale des impôts (DGI). Celle-ci avait mis à la disposition de la FHF un immense espace de terre, entre Tabarre et Croix des Bouquets pour réimplanter le Stade moderne, d'ailleurs construit suivant une structure amovible. L'argument majeur, qui avait séduit la FIFA était que le Qatar avait décidé qu'après le Mondial il s'engageait à faire don de sept des sept à huit pays pauvres où le football était populaire, dont Haïti. Le Qatar, pays hyper riche, avec un petit territoire, n'avait pas besoin de si grands stades après le Mondial.

Bilan désastreux !

Entraîneurs, toutes les coaches féminines révoquées! Professeurs d'école révoqués, arbitres ou bliés, 87 académies, toutes fermées et pour lesquelles on ne peut pas parler d'insécurité, terrains de football abimés et « *kraze* ». Plus grave encore, pour la première fois, dans l'histoire, depuis des années et bien longtemps avant l'insécurité pas de match pas de football au Stade Sylvio Cator !

GRENN PWONMENN

Èske « lagè kont gang » Fritz Alphonse Jean an pral tankou pa Leslie Voltaire a ?

Si pou n ta koute Fritz Alphonse Jean ki te prete sèmmann, le 7 mas, mwa pase a, kòm prezidan Kon sèy prezidansyèl la, sa n relese CPTA a, nou t ap kwè nou fini avèk kesyon gang ki mete peyi a tèt anba, depi 4 a 5 an, paske msye pa t sèlman « *deklare lagè kont gang* », men alapapòt li te mande pou yo revize bidjè gouvènman an pou l vin youn « *bidjè lagè* », paske peyi nou nan lagè. Nou pa t kouri bravo pou nouvo prezidan an, ki te vin ranplase Leslie Voltaire, ki te fèk fini manda l la apre li te prete sè man nan dat 7 oktòb 2024.

Men Ayiti vin tounen peyi gang

Prezidan Voltaire te pran youn ti tan anvan l te fè deklarasyon lagè pa l la, nan dat premye janvye 2025. Nou te bat bravo pou li, paske se te premye fwa, depi sou Jovenel Moïse, nou te tande youn prezidan, osnon youn premye minis, te janm fè delarasyon kont gang. Imajine nou ke se depi dat premye jen 2021, anvan ansasi-nay prezidan an, le 7 jiyè 2021, ke gang te vin enstale yo nan Matisan, anba bouch Pòtoprens, sou « Route Nationale No.2 a ». Se konsa, yo te koupe kontak ma chin ant Pòtoprens avèk sa n rele « le Grand Sud », 4 nan 10 departman peyi a. Jouk kounnye a, sa pa janm chanje.

Okontrè, gang yo te fè plis

pwogrè, yo te koupe kontak ma chin avèk sa nou rele « le Grand Nord » tou, lè yo te tabli katye jeneral yo nan Ka naan, nan dat 29 fevriye 2024. Se la « Route Nationale No. 1 an pase pou ale nan Depatman Latibonit, Nò, Nòdès ak Nò dwès. Pa t gen dout nan sa, gang 400 Mawozo Lan mò Sanjou yo (Wilson Joseph) te kon twole « Route nationale No.3 a » ki pase Kwadèbòkè, pou ale nan Plato Santral ak zòn fwontyè ak Repiblik Domini kèn depi youn bon bout tan. Mounn ki pa t vle kwè te vin devan reyalite a, nan dat 18 oktòb 2021, lè gang Lanmò Sanjou yo te kidnape 17 mi syonnè—16 Ameriken ak youn Kanadyen—epi yo te man de youn milyon dola pou chak pou yo lage mounn yo. Nou pa t janm resi konnen kon byen lajan ki te debouse, men se jouk nan mwa desanm, ban di yo te resi lage tout. Pa pou grenmesi.

Gang yo pase youn vitès siperyè depi kòmansman lane a

Mwen fè ti repas sa a sou is twa gang yo, men nou konnen depi lane 2020, Ayiti pran mezi kont li nan men bandi yo. Vwala ke depi nan kòmansman lane a, gang « *Viv An sanm* » yo, ki sou kon twòl an syen sèjan Lapolis Jimmy Ché rizier, ke n konnen plis sou non Babekyou (Barbe cue) ap kraze brize. Yo te kòmans ak

atak 27 janvye, ki te fèt nan Kens coff la, piwo Petyonvil. Yo pase pran lòt zòn pi pre Pòtoprens, jiskaske mesyedam CPT yo panse yo ka oblije kite Pòtoprens pou al mete kapital la Okap Ayisyen.

Men sa ka i rèd toujou, an van yo fè okenn deplasman, paske gang yo, ki fin kontwole plis pase 90 pou san (90%) Pòtoprens, kò manse fè ravaj nan zòn Plato Santral, avèk atak yo te fè nan dat 31 mas la sou vil Mibalè a (Mire ba



Lesli Voltè

lais) epi yo tou pase men sou So do (Seau d'Eau). Vwala ke yo menm anonse yo pral mache sou Gonayiv (Gonaïves). Alò, nou mande kilè « *lagè kont gang* » Fritz alphonse Jean an ap kò manse toutbon. Se pa sèlman lage 2, 3 ti « *drones* », bonm ki vize kote gang yo tabli katye jeneral yo. Men se bonjan ba tay pou fini ak kesyon gang sa a. Paske se pa

ni ayè, ni avanyè, m ap plede repete, « *Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen pa ka regle ann Ayiti* ».

Sa k pase ak lajan « bidjè lagè a ?

Mwen kwè li lè li tan pou Prezi dan Fritz Alphonse Jean bay bonjan eksplikasyon sou sa k pase ak lajan « *bidjè la gè* » a, paske li te mande pou bidjè peyi a revize, dekwa pou li ka gen touskilfo pou Lapolis ak Lame, epi kounnye a mesye BSAP yo (*Brigades des Aires Protégés*), rantrè ann aksyon kont gang yo, ansanm ak poli sye epi solda ki nan Misyon Militasyon pou ede fòs lakay yo, ki nan peyi a depi yo te kò manse rive nan mwa jen lane pase.

Antretan, m ap ban nou sa m jwenn sou kijan yo depatcha lajan bidjè a. Selon youn atik ki te parèt nan *Haitian Times*, nan dat 15 oktòb 2024, chak konseye prezidansyèl tou che 1.46 milyon goud pa mwa, osnon 11mil 100 dola Ameriken (\$11,100). Lè w multipliyè sa pa 9, sa vin ba w 13 milyon 1667 mil goud, ki reprezante apeprè 100 milyon dola Ameriken. Chak mwa wi ! Epi nou jwenn ke madanm yo touche chak mwa tou. Mwen p ap gen tan rantrè nan tout detay sa yo kounnye a. Men nou gen ase pou n wè ke lajan an pa depanse pou ekipan kont gang ni pou peye polisye yo jansadwa. Men yo vin kreye youn bann milyonnè, pou n pa di multimilyonnè !

Men sa k ap repete kounnye a : Aba CPT

Alò nou byen konprann poukisa yo ap rele chalbari dèyè Kon sèy Pezidansyèl Tanzi syon an, ki se

youn Trayizon. Nou bezwen youn gouvènman tranzisyon ak youn mounn serye anchay, menm jan sa te fèt nan lane 1990 ak premye fanm prezidan peyi Dayiti, Madan Ertha Pascal Trouillot. Osnon jan sa te ye ak gouvènman tranzisyon Prezidan Boni face Alexandre ak Premye Mi nis Gérard Latortue a. San mwen pa bay tèt mwen okenn lwanj, lè sa a, se sèvitè n ki te reprezante gouvènman sa yo nan Wachintonn, swa kòm Chaje Dafè ak Anbasadè.

Mesyedam sa yo ki opouvwa kounnye a ta vle pou yo rete la avi, tankou defen Fran çois Duvalier ak pitit gason l, Jean-Claude, ki te pase 39 an opouvwa ant yo 2 a. Se poutèt sa li pa nan enterè mesyedam CPT a pou derasinen gang ann Ayiti, paske toutotan gen gang, yo pa ka gen bonjan elek syon epi mounn serye pèp la chwazi pa ka pran pouvwa pou fè travay la nan lòd ak disi plin. Se poutèt sa mwen di tout bèl pawòl Fritz Alphonse Jean ap di ke elek syon ap fèt anvan fen lane a, dekwa pou gouvènman renmèt le 7 fevriye 2026 se lafimen l ap voye nan je pèp la.

Men m ap di ni msye ni lòt konpayèl li yo, ke pèp la p ap rete byen dou jan yo wè l la. Yo gen pou leve kanpe epi yo ap fè sekilfo pou voye yo tout ale. M espere se pa pral youn kout Bwa Kale jeneral. Kòm yo di an franse, « *À Dieu ne plaise !* » Men se yo k ap chache sa. E pwovèb keyòl la byen di : « *Jan chache, Jan twouve!* » Mèt pawòl, ranmase pawòl ou!

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com

SELON L'ONU, LES DERNIERS DÉGÂTS DES GANGS ARMÉS IMPUTÉS À LA NÉGLIGENCE DES AUTORITÉS

Les malfrats intensifient leurs initiatives à plusieurs points en même temps

De toutes parts fuse cet avis : Bientôt Port-au-Prince tombe aux mains des criminels...

Suite de la page 2

ité nationale et les criminels armés, surtout avec le gangs de la coalition « *Viv Ansanm* ».

À Port-au-Prince et à ses communes, après un sanglant échange de tirs entre des agents de la PNH et les bandits, qui solde par la mise en déroute des malfrats, ces derniers ne tardent pas à relancer leurs hostilités avec encore plus d'acharnement, parfois en moins d'une semaine. Cette constance s'affirme systématiquement, dans la stratégie de la PNH : les autorités policières ne font rien pour éviter que les bandes armées occupent à nouveau les territoires repris ou pour lancer de nouvelles attaques sur des lieux d'où ils ont été chassés. Assurément, les gangs observent les failles de la stratégie des forces de l'ordre ou l'absence de stratégie et adaptent leurs tactiques en conséquence.

En effet, les journalistes, qui devraient pouvoir informer le public de ce qui se passe, sur le terrain, ne peuvent s'y aventurer, car exposés à la rage des bandits ayant le champ libre pour les terroriser, en raison de l'action ponctuelle des forces de sécurité. C'est précisément ce que dénonce le dernier rapport de l'ONU. Cette situation jette la panique au sein des associations de journalistes. Surtout après la prise en otages de deux journalistes par les bandits

envahisseurs de « *Viv Ansanm* », Jean Christophe Collègue et Israël Roger Claudy.

En ce qui concerne Mireba lais, les autorités sont très avares d'informations, celles-ci sont très mauvaises, au point que les dirigeants en fassent rétion, pour ne pas s'attirer les critiques de la population laissée à la merci des criminels.

Mais les échos des événements recueillies auprès des habitants faisant état de leur constat, parlent de l'évacuation, en catastrophe, de patients et personnel médical de l'Hôpital universitaire de Mirebalais, un des rares centres hospitaliers du pays; de l'occupation de la prison de la ville, après avoir provoqué l'évasion de plus de 500 prisonniers; la mort d'un détenu; l'exécution de deux religieuses de la communauté de « *Petites Sœurs de Sainte Thérèse* », les sœurs Évanette Onezaire et Jeanne Voltaire.

L'autorité de l'État absente à Mirebalais et à Saut-d'Eau

Si effectivement la PNH a pris le contrôle de Mirebalais au malfrats, rien n'autorise à croire que ces derniers n'y retourneront pas. Après ce qui s'est passé à Saut d'Eau et dans d'autres régions du pays, il faut croire que la ville Benoit Batraville risque d'être candidate de l'empire des gangs de « *Viv Ansanm* ». Il semble que l'histoire de cette dernière ville

soit le modèle que les bandits appliqueront à Mirebalais.

C'est Webster Lyvert, journaliste au quotidien *Le Nouvelliste*, qui présente la chronique de la chute de Saut d'Eau, dans l'édition du 5 mars 2025 du quotidien.

Sous le titre « *Saut-d'Eau tombe aux mains des groupes criminels* », il introduit son article avec ces deux phrases : « *Après plusieurs mois de résistance, Saut-d'Eau a fini par céder face aux assauts répétés des gangs de la coalition Viv Ansanm. Le centre-ville, dernier retronchement tenu par la population et les forces de l'ordre, est tombé le jeudi 3 avril au matin* ».

M. Lyvert a eu le privilège d'interroger l'ex-député de Saut-d'Eau, Romald Smith, qui lui a dit : « *Dans l'après-midi du 2 avril, ils ont envahi notre localité. Ils ont incendié ma maison, ainsi qu'une autre appartenant à ma famille, et détruit notre moulin. Ils ont pillé et brûlé des maisons et des entreprises qui soutenaient la résistance* ».

Continue ainsi le témoignage de Romuald Smith : « *Jusqu'à présent, la Police nationale d'Haïti (PNH) n'a publié aucun communiqué sur la situation* ».

« *Selon des sources locales, la chute de Saut-d'Eau serait due au redéploiement d'une partie des forces de police et de leur matériel vers Mirebalais, attaquée le 31 mars par les hommes de Jeff (chef du gang*

Taliban) et de Izo (chef du gang 5 Segonn)

« *Il n'y avait qu'un seul blindé pour protéger Mirebalais et Saut-d'Eau. Tant qu'il était là, on tenait bon. Depuis son départ, la police affrontait les bandits directement au sol, ce qui l'a considérablement affaibli* », a analysé Romuald Smith.

Selon toute vraisemblance, dans la mesure où les dirigeants haïtiens n'affichent aucune intention de changer leur mode opératoire, dans leur gestion de la lutte contre les gangs armés, la chronique de Webster Lyvert offre un modèle de la chute éventuelle de Mirebalais.

Un vrai massacre perpétré sur les bandits à Mirebalais

Puisque les autorités intérimaires font rétion d'informations vis-à-vis du pays, notamment dans le cadre de sa stratégie contre les gangs, très peu de gens sauront que les criminels de « *Viv Ansanm* », qui ont envahi Mirebalais et l'ont occupée, jusqu'à ce que soit déployés des renforts de brigades spécialisées de la PNH. Le porte-parole de l'institution n'a émis aucun communiqué relatif à la tuerie perpétrée sur des membres de ces gangs armés, qui ont pris d'assaut cette ville et qui pensaient qu'ils allaient faire un carnage à sens unique.

Des vidéos indépendantes, qui ont fait la une sur les réseaux sociaux ont montré des jeunes hommes armés de machettes se jetant à bras raccour-

cis sur des victimes qu'ils hachaient comme s'ils travaillaient dans la charcuterie. Sans état d'âme, ils coupaient les bras, les jambes et autres parties du corps, y compris une tête ou deux déposées dans des récipients.

Tout cela prouve que si les autorités n'approuvent pas ce genre de comportement, elles ne font rien pour l'empêcher, sachant bien que la barbarie, qui caractérise l'attitude des malfrats à l'égard de leurs victimes, anime ce genre de réaction de représailles contre les criminels capturés et maîtrisés. Surtout que la justice n'a pas la voix au chapitre, en ce qui concerne la punition à prononcer dans ces cas.

Il y a donc lieu de s'interroger sur le silence des officiels haïtiens, par rapport à ces faits troublants, qui seraient de nature à révolter les défenseurs des droits humains. Cela fait demander si, à la suite d'affrontements des policiers avec les criminels, l'institution émet des communiqués dans lesquels les bilans restent flous, répétant toujours ce qui a l'allure d'un slogan, « *plusieurs tués* », se gardant d'identifier les victimes. Comme pour signifier que ces malfrats n'ont pas de familles. En clair donc, cette catégorie engagée dans le gangstérisme, en Haïti, est condamnée à une fin tragique, sans aucun espoir d'une éventuelle récupération.

L.J.

HAPPENNINGS!

Continued from page 1

of Kenscoff, in the mountains southeast of the capital. Based on a report, April 7, by BINUH (French acronym for the United Nations Integrated Bureau in Haiti) and of the U.N. High Commissioner for Human Rights (OHCHR), the attacks on Kenscoff have resulted in at least 262 deaths and 66 injuries, with the following breakdown: "53% were members of the population and 47% of gangs" and groups associated with them.

The gangs expanding their hold onto the country

Following the Kenscoff attacks, others, less spectacular, were inflicted on neighborhoods closer to Port-au-Prince. But the attack early Monday, March 31, on Mirebalais, some 34 miles from Port-au-Prince, in central Haiti, is

a departure from the norm for the *Viv Ansanm* coalition. That border town, near the Dominican Republic, has been used, just like others near the border, to furnish the gangs with weapons and ammunition. Recently, some of their shipments were seized, depriving them of tools of death. Thus, the gang bosses feel they should extend their hold on some of the towns near the border. Hopefully, the authorities will take seriously this information and move in time to block the gangs.

The government is to blame, according to some reports, which state that the authorities were warned about the attack on Mirebalais, but some thought it was an April Fool's joke. Thus, just as happened with the Kenscoff attack about which the Chief of Police had been warned, nothing was done in time to thwart the gangs in Mirebalais.

Now that there's talk about the "*Viv Ansanm*" coalition preparing to attack Gonaïves, the ca



Jimmy Barbecue Cherizier, the chief of the *Viv Ansanm* gang, the real boss in Haiti.

pital of the Artibonite department, already a constant victim of local gangs, one wonders whether the

Police and the poorly equipped Army, together with policemen and soldiers from the Kenya-led Multinational Security Mission will be deployed in time to defeat the gangs.

What happened to the "war time budget" to fight the gangs?

That brings us to the sensitive issue of money. Didn't the new president of the TPC, Fritz Alphonse Jean promise, at his inauguration, last March 7, that he would ask for a budget review to take into consideration that the country is "at war with the gangs?" He should give a full explanation about what happened to the revised "war budget."

Meanwhile, we'll refer to an article of the weekly *Haitian Times*, on October 15, 2024, that provided information on the salaries of the nine councilors of the CPT. Skipping the amount in gourdes, we'll provide just the dollar figures. Each councilor gets a monthly salary of \$11,100, which amounts to about \$100 thousand

per month for all of them, plus extra for expenses having to do with their security. Meanwhile, a working person in Haiti is paid an average of \$132.00 per month, or less than \$5.00 a day.

We can't believe it was intentional of the international community to impoverish Haiti with the novel way of governance that has been imposed on an extremely poor country. Since their experiment with that method of governance has not worked, except for getting a handful of individuals extremely rich in this poverty-stricken country, will the bigwigs of the international community and their associates in CARICOM review what they did in Kingston, Jamaica, on March 11, 2024, when the Transitional Presidential Council was cobbled together? For we don't believe the promise made by Mr. Fritz Alphonse Jean that he will organize elections in a country ruled by gangs and inaugurate a new president on February 7, 2026.

RAJ
raljo31@yahoo.com

Le CPT est caduc ! Il est temps qu'il s'en aille !

Par Sonet Saint-Louis *

Il semble désormais qu'il n'y ait plus rien à espérer du Conseil présidentiel de transition (CPT), une instance créée de toutes pièces par les parties prenantes de l'Accord du 3 avril 2024.

À plusieurs reprises, Magalie Comeau Denis, instigatrice de cet accord signé à l'hôtel Montana et mandataire de M. Fritz Alphonse Jean auprès du CPT, a tenu des propos parmi les plus accablants à l'encontre des conseillers présidentiels. Elle les accuse ouvertement de corruption et de détournement de fonds publics dans l'exercice de leurs fonctions. Selon l'ancienne ministre de la Culture sous le régime transitoire de Boniface Alexandre, ces conseillers ne seraient autres que l'autre face de l'organisation criminelle *Viv Ansanm*. Deux facettes d'une même médaille, engagées dans une stratégie d'anéantissement de la République d'Haïti, dictée par des forces extérieures.

La prise de position de Mme Comeau Denis a de quoi surprendre, surtout au regard du rôle central qu'elle a joué dans la mise en place de ce pouvoir.

Chacune de ses déclarations publiques concernant le CPT a l'impression d'une bombe à retardement. C'est d'autant plus surprenant que ce sont les signataires de l'Accord de Montana qui ont « élu » Fritz Alphonse Jean « président de la République » lors d'un « scrutin » organisé de manière indirecte.

En juillet 2021, après l'assassinat du président Jovenel Moïse, dès le 30 août, ces mêmes acteurs ont exigé le pouvoir, comme l'a rappelé l'ancien sénateur Ronny Mondestin. Mais sur quelle base ? Cette démarche s'est inscrite dans une stratégie visant à préparer l'indécrite « élection » du « président de la République » dans un hôtel à Port-au-Prince. Suite à cette « élection », au cours de laquelle Fritz Jean a été désigné, des démarches ont été entreprises auprès de l'ancien Premier ministre Ariel Henry pour procéder à l'installation de «

l'élu », un manipulateur en faveur duquel le consentement du peuple n'a été exprimé ni directement ni par l'intermédiaire de ses représentants élus au Parlement.

Cinq inculpés au sein du CPT

Fritz Jean, économiste médiatique, se présente comme un homme d'État sans en posséder la véritable stature. Ancien directeur de la Banque Centrale de la République d'Haïti, il a été largement critiqué pour avoir décidé de vendre la réserve d'or du pays. Cette décision imprudente a lourdement impacté Haïti, et les conséquences en sont encore visibles aujourd'hui. L'or, dont la valeur atteint des sommets sur les marchés mondiaux, prouve que cette liquidation fut une erreur monumentale. À l'échelle mondiale, de nombreux pays reviennent à l'or, et tous cherchent à en acquérir. Mais pendant ce temps, Haïti a vu sa réserve d'or disparaître sous les recommandations de Fritz Alphonse Jean, alors gouverneur de la Banque Centrale et aujourd'hui président du Conseil présidentiel de transition. Dans ce contexte, peut-on encore lui accorder notre confiance pour défendre les intérêts de l'État haïtien ?

Cet homme, qui a un dossier de corruption en cours au cabinet d'instruction, est également accusé, avec ses collègues, d'avoir détourné des fonds publics destinés au service de renseignement du Palais national. C'est peut-être pour ces raisons, et bien d'autres encore, que M. Comeau Denis n'a pas jugé bon de protéger son représentant au sein du CPT. Pourquoi est-ce seulement maintenant qu'elle soulève des inquiétudes ? Quelles sont les promesses non tenues qu'il avait faites à son clan ?

Fritz Alphonse Jean, malgré ce que l'on en dit, n'avait pas un prestige public véritable, à l'exception de celui que les médias lui attribuaient. Au CPT, il agissait comme ses pairs, détournant l'argent public pour nourrir son clan en vue des prochaines élections. À l'instar de ses collègues, il préparait soigneusement la fraude et la corruption afin

de s'assurer d'extorquer la volonté populaire.

Dans ce contexte délétère, bien que certaines voix se soient élevées pour demander le départ des conseillers impliqués dans le scandale de la BNC, il n'a pas pu se séparer d'eux. En effet, il était lui-même sous enquête dans une autre affaire de corruption, en cours au cabinet d'instruction, liée à la Commission d'État dirigée par le feu sénateur de l'OPL, Paul Denis, sous l'administration Boniface/Latortue. Prendre le risque de forcer le départ des trois nouveaux inculpés ? Impossible !

Leslie Voltaire, dans une situation similaire à celle de l'ancien gouverneur de la Banque centrale, ne l'avait pas fait, pourquoi le ferait-il lui ? Un CPT comportant cinq inculpés pour des actes de corruption montre clairement que, malgré les discours officiels, la lutte contre la corruption est reléguée au second plan. Combien de temps encore ces hommes resteront-ils considérés comme fréquentables par les puissances occidentales qui les soutiennent ?

Le CPT, un verre brisé

Il existe donc une logique du pouvoir en Haïti : plus on est corrompu, malfaiteur, ou antinational, plus on a de chances d'obtenir le soutien des élites. Malheureusement, la corruption constitue le consensus solide autour duquel ces élites se regroupent. Ce pacte semble indéfectible.

Le verre symbolisant le CPT est brisé, non seulement à cause de la corruption qui le ronge, mais aussi en raison de son incompétence opérationnelle. Les élections prévues pour novembre 2025, comme annoncé par le CEP, ne pourront plus se tenir pour remettre le pouvoir entre les mains d'élus. Cette gouvernance a échoué. Si le CPT survit aux fêtes de fin d'année, il ne pourra plus exister après le 7 février 2026. Aucun prolongement de délai ne sera accordé. Le temps est à l'action !

Pour les membres de cette coalition gouvernementale, qui de plus de trois décennies manipulent la conscience collective, le temps va

bientôt suspendre son vol. Il n'est plus possible de poursuivre la même stratégie, consistant à renouveler constamment l'échec à la tête du pays. Il est temps de rompre avec des pratiques qui ont conduit la nation sur cette pente dégradante, affectant tous les secteurs de la société haïtienne.

Comme on le sait, il n'y aura pas de référendum pour changer la Constitution du 29 mars 1987, validée par l'ensemble de la nation, et qui a mis fin aux pratiques délétères du pouvoir personnel ayant marqué la gouvernance politique haïtienne pendant près de deux siècles.

Quant à la tenue d'une conférence nationale, elle reste un sujet douteux dans un pays qui s'est engagé, depuis plus de trente ans, sur la voie de la démocratie libérale et de l'État de droit. Le rétablissement de la sécurité, promis par cette équipe en place, reste, lui aussi, une illusion.

Bâtissons une alternative !

Alors que nous approchons de la fin d'une ère qui n'a jamais véritablement commencé, il est temps de bâtir une alternative réelle face à l'impasse actuelle.

À la fin du mandat de Fritz Alphonse, un autre prendra le relais : Laurent Saint-Cyr, délégué par le secteur privé au sein du CPT. Quelle idée ce non professionnel de l'État a-t-il des affaires publiques et de la république. Il n'est plus acceptable de continuer à jouer avec l'avenir de notre pays. Le CPT et le gouvernement dirigé par Alix Fils-Aimé, une autre figure du secteur privé propulsée au sommet de l'État sans expérience ni compétence, ont montré leurs limites. Il est impératif de les écarter pour ouvrir la voie à une gouvernance responsable. À la tête de cette nouvelle direction, un juge de la Cour de cassation devrait être nommé, garant de la légalité et de la justice.

Le départ de ces incompétents doit être immédiat afin de permettre la formation d'un gouvernement responsable, capable de résoudre les problèmes du pays et d'organiser des élections libres et démocra-

tiques, dans le cadre d'un véritable retour à l'État de droit. C'est la solution du bon sens !

De la mise en place du G9 criminel au G9 présidentiel multicolore imposés par les mêmes maîtres, la sécurité publique n'a pas été améliorée, de même que la gouvernance du pays. Il est grand temps d'opérer un changement en écartant ce système devenu obsolète, incapable de se renouveler. Face aux conséquences désastreuses d'une prise de pouvoir par les groupes criminels, il convient de nous tourner vers une solution saine, en confiant le pouvoir à un(e) membre de la Cour de cassation. En effet, comme je l'ai dit, le recours à la Cour de cassation ne résoudra pas la question de la légalité et de la constitutionnalité de cette nouvelle gouvernance, mais il offrira une solution institutionnelle éprouvée, déjà mise en œuvre lors de précédentes crises politiques aiguës.

Il est grand temps d'agir pour restaurer la stabilité et la justice dans notre pays, des conditions essentielles à son véritable développement économique. Unissons-nous pour tracer la voie de la vérité et du renouveau ! Si cette proposition fait écho en vous, rencontrons-nous sans plus tarder pour en débattre, au-delà de nos divergences politiques. L'essentiel réside dans le salut de notre patrie commune. Bien que les élites au pouvoir aient failli ces trois dernières décennies, il existe encore des Haïtiens capables de faire la différence. Il est impératif que le peuple reprenne les rênes, car en démocratie, c'est lui qui décide de l'essentiel : ceux qui doivent le gouverner. Ensemble, nous pouvons reconstruire un avenir meilleur. Nous sommes prêts et déterminés ! La volonté collective est la clé de notre renaissance.

* Sonet Saint-Louis av

Professeur de droit constitutionnel et de méthodologie à la faculté de droit et des sciences économiques de l'Université d'État d'Haïti. Professeur de philosophie. Sous les bambous, La Gonâve, 06 avril 2025. Tel 44073580

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Les tarifs excessifs du président américain bouleversent le monde entier

Le mercredi, 2 avril, juste après le jour célèbre dit « *Poisson d'avril* », le président Donald Trump a déclaré que c'est le « *Liberation Day* », Jour de la libération des États-Unis, en fixant des tarifs de l'ordre 10 % sur les produits de quelque 90 pays, affectant même des pays alliés comme ceux de l'Europe. Même Haïti figure parmi les victimes des 10 %, qui concerne, sur-

qui avaient été imposés longtemps avant la « *Journée de Libération* ». Alors, il s'agit vraiment de 54 %. Et la Chine de retorque avec une augmentation similaire, soit 34 % sur les produits américains.

Hier, mardi, 8 avril, le chef d'État américain a haussé le ton, disant que si la Chine n'enlève pas l'augmentation de ses tarifs sur les produits américains, il

New York, dite « *Stock Market* », est affectée négativement, ayant perdu 9,5 trillions de \$ de sa valeur, dont \$ 5 trillions entre le 2 et 4 avril. Ce qui n'est pas pour plaire aux hommes d'affaires brasseurs de millions et de trillions de dollars.

Les tarifs exorbitants du président Trump lui font perdre l'amitié d'Elon Musk. Samedi dernier, 5 avril, M. Musk a déclaré qu'entre les États-Unis et l'Europe, il voudrait voir les tarifs « à zéro », de part et d'autre. Il est intervenu plus d'une fois auprès de son patron, pour lui conseiller de surseoir à beaucoup des tarifs qu'il a imposés. En tout dernier lieu, hier (mardi), dans l'après-midi, il a publié sur son site X, ci-devant Twitter, que Peter Navaro, le conseiller financier de Trump, est un idiot — (« *Moron* », a-t-il écrit), ajoutant que le 27 mars dernier, il avait fait comprendre que même sa propre compagnie serait négativement affectée par les nouveaux tarifs.

Voilà que la guerre économique déclenchée par la politique des tarifs excessifs du président Trump fait éclater l'harmonie dans son camp. Ce n'est que le commencement des douleurs.

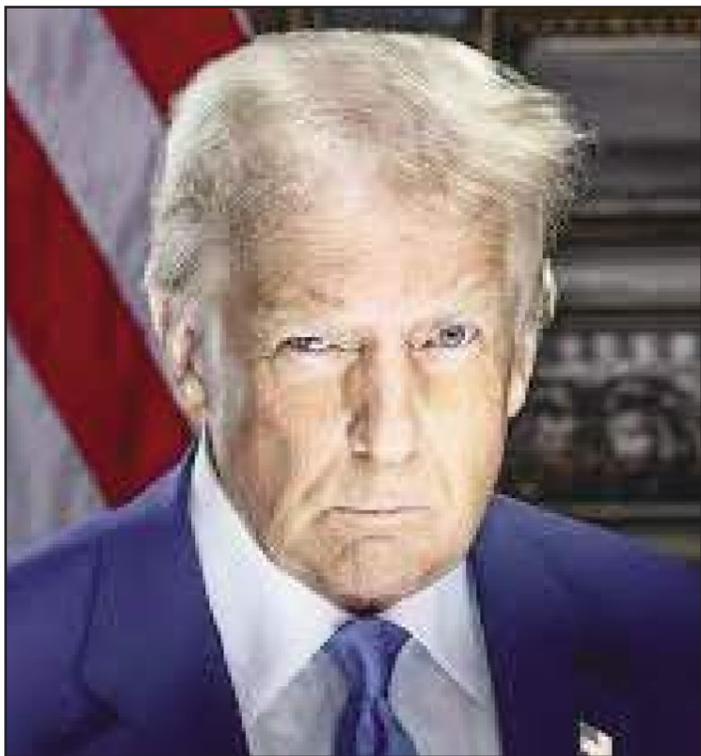
Journée de protestation aux États-Unis contre le président Trump

Samedi dernier, 5 avril, c'était la journée dite « *Hands Off* » (Ne touchez pas, bas les pattes). Ainsi des milliers de citoyens/citoyennes à travers les villes américaines ont manifesté contre les décisions du président Trump, dont la politique générale, a soulevé les gens contre lui. Assurément, il s'est fait des opposants de toute catégorie. Des gens qui avaient voté en sa faveur, lors des dernières élections, disent regretter leur choix. C'était indi-

qué par les messages qu'on lisait sur beaucoup des pancartes exhibées lors des manifestations. Applaudissements pour toutes ces protestations pacifiques. Par exemple, à New York, on ne voyait pas le déferlement de policiers dans les rues, comme à l'ordinaire, quand il s'agit de manifestations monstres.

personnes mortes et 155 blessées quand la toiture du club appelé « *Jet Set* », c'est-à-dire pour les gens de la haute société, s'est effondrée. Apparemment, d'autres personnes sont encore sous les débris.

Les ouvriers sont à pied d'œuvre, en mission de sauvetage. On n'a rien dit comment



Donald Trump

tout les chemisettes et autres articles vestimentaires confectionnés au pays concernés, surtout les produits bénéficiant de la loi dite « *Hope/Help Act* », en vigueur depuis 2006, œuvre de votre serviteur, en faveur d'Haïti.

En tout cas, le pays, qui a subi davantage que tous les autres est la Chine, dont les tarifs ont été augmentés de 34 %. Ces nouveaux tarifs imposés sur la Chine, ce mercredi-là, en sus des 20 %

ajoutera, dès ce jour, 50 % aux tarifs visant les produits chinois, soit 104 %. Voilà quelque chose d'inédit, selon divers commentateurs.

Les actions du président Trump ont affecté les bourses d'échange de nombreux pays, à commencer par la Bourse américaine de New York. Selon les statistiques publiées, depuis la prise du pouvoir, le 20 janvier, par le président Trump, la Bourse de



Elon Musk, un moment de désaccord est toujours possible.

On espère que ce serait du pareil au même, le samedi 19 avril prochain, car d'autres manifestations de protestation sont programmées, ce jour-là, en vue de continuer la mobilisation anti-Trump. Toutefois, on croit qu'il faudra probablement s'attendre à quelque chose de nouveau : des malfrats qui s'infiltreront dans parmi les protestataires.

En République dominicaine, un accident de toiture fait des morts et des blessés

Hier soir, vers 9 h30, heure de l'est, un bulletin de nouvelles concernant un accident de toiture d'un nightclub à Santo Domingo, était bien pitoyable. Il s'agit de 79

pareil accident a pu se produire. Est-ce que le toit de l'immeuble peut accueillir des gens et qu'il y en aurait eu trop qui s'y trouvait, qui aurait provoqué l'accident, tandis que la vedette de meringue, Rubby Pérez, animait un concert où il n'y avait plus de place pour les retardataires. Il faudra attendre l'investigation pour connaître la cause de l'accident.

gs des manifestants pour causer du désordre, en vue de créer une situation qui pourrait occasionner susciter la violence et créer le chaos dans certaines manifestations. Et les autorités au pouvoir pourraient en bénéficier.

Pierre Quiroule II
raljo31@yahoo.com

HAÏTI
OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

La FONADES : Appel à la communauté internationale

Par Marie Florence François *
La FONADES (Fondasyon Ayisyèn pou devlopman ekonomik ak sosyal) appelle la communauté internationale à renforcer son soutien aux personnes déplacées en Haïti. La FONADES et le « Sant Lakay » continuent de faire preuve d'une résilience remarquable face à aux défis de ces déplacements.

La pression sur les ressources est immense. Les déplacés font

face à d'énormes difficultés dans les sites d'hébergement, notamment de pénurie alimentaire, d'infrastructures de base, de soins de santé et d'un manque de produits de première nécessité.

En tant que travailleur humanitaire, j'ai pu remarquer qu'élever des enfants, en particulier des jeunes filles, est un grand combat quotidien pour les familles. Les jeunes filles n'ont pratiquement jamais eu d'intimité au moment

de dormir ou de se doucher.

C'est mon engagement de travailler sans relâche pour soutenir ces familles qui ont tant besoin de notre aide.

Plus de 700.000 personnes, dont plus de la moitié sont des enfants, sont aujourd'hui déplacées à l'intérieur d'Haïti, selon un nouveau rapport de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

La FONADES est une orga-

nisation à but non lucratif, créée pour promouvoir la cause sociale de la société haïtienne, bien que sa mission principale est d'aider les enfants les plus pauvres dans le domaine de l'éducation, pendant cette période de crise sociale, ayant causé beaucoup de personnes à fuir leurs demeures, pour échapper à la violence des gangs armés. La fondation joue un rôle de facilitateur pour contribuer aux efforts de collecte de fonds afin de

venir en aide aux déplacés du camp de l'école municipale Pierre Labitrie, de Delmas 31

* Marie Florence François, Travailleur humanitaire
6, rue Abbé Cessens, Delmas 83, Haïti. Tel. : 509- 48 48- 57 90/ 32 71- 02 46/ +1- 646 986- 8223 -E-mails : francois-marieflorence61@gmail.com/ fonades9.ayiti@gmail.com/ fonades9.ayiti@gmail.com

PORT-AU-PRINCE: A NATION UNDER SEIGE

The most brutal and systematic erasure of a capital city is unfolding in blood and silence

By Alix Douyon *

What's happening in Port-au-Prince is not merely a humanitarian catastrophe. It is the calculated and merciless dismantling of a city violent reconfiguration masked as chaos. This is not an urban collapse. It is an urban conquest. An engineered purge, executed with precision and cruelty, to erase the poor and seize the land beneath their feet.

There are no notaries; no contracts; no signatures; only bullets; corpses; and silence.

Since 2022, more than a million lives have been uprooted from their homes across a collapsing capital. Neighborhood by neighborhood, the people of Port-au-Prince are being driven out under siege by heavily armed militias. The city is changing hands—not through law, but through terror. Not in the name of justice, but in the shadow of greed.

And all of it is happening under the vacant gaze—or worse, the covert approval—of a State that has either surrendered its authority or sold it. Because behind every fleeing family lies a freshly vacated parcel. Behind every scorched neighborhood, a hidden scheme. Behind every scream, a signature signed in silence. This is not spontaneous violence. This is urban restructuring by force.

The most sinister real estate operation in the Caribbean, enforced by weapons and washed in blood.

We see the pattern again and again:

- Homes torched in Butte Boyer.
- Entire neighborhoods in Martissant turned to ghost towns.
- Bulldozers rolling in once residents are "cleared."
- Gang lords redistributing stolen homes to their own networks.
- And land—like Wyclef Jean's—sought and seized under the guise of "security," where illegality now wears a badge.

In any other country, this would

be declared what it truly is: systematic land theft on a national scale.

In Port-au-Prince, it's called "insecurity."

But this is no random chaos. This is a targeted purge. Carrefour-Feuilles, Cité Soleil, Martissant, Bel-Air—every zone being emptied sits at strategic points near ports, highways, or city centers.

In real estate terms, these are gold mines—being forcefully cleared at the price of the poor's blood.

This manufactured "void" becomes a blank slate—an opportunity to redraw the capital, not through policy, not through reform, but through annihilation. No planning. No public debate. No resistance—because those who would resist have already been exiled.

And while this silent war rages on, thousands of displaced women, children, and families now sleep in parks, skeletal warehouses, and condemned buildings.

No food. No water. No sanitation. No safety.

Mothers cradle babies in the open, rain soaking their skin, terror haunting their eyes. No one is coming.

The so-called international community watches—or worse, hides behind its silence—as this slow-motion cleansing unfolds.

"No one can intervene," they say. "This is a Haitian problem," they repeat.

But Haitians are not fighting gangs. They are fighting a militarized, well-financed, multi-headed monster—backed by interests no one dares to name. And all they can do is survive. In silence.

Babies are being burned alive. Women raped in front of their children.

Entire families dismantled—mentally, emotionally, and economically destroyed.

Haïti is alone once again buried under the weight of fake diplomacy, fake concern, and broken

promises.

Elsewhere, this is called land expropriation. In Syria, it was cloaked in law. In Lebanon, disguised by private corporations.

In Colombia, enabled by paramilitaries.

In Port-au-Prince, it's gangs clearing ground—not for themselves, but for unseen powers waiting to build.

No one has named the buyers yet. But the signs are undeniable:

- Politicians in bed with speculators.

- Corrupt notaries laundering the dispossession.

- Businessmen bankrolling factions.

- And bulldozers already moving through silence.

This is not a gang war. This is a war for the land.

And if the world does not intervene, tomorrow's Port-au-Prince will be a hollow shell—rebuilt not for its people, but for the powerful.

It will not be a city in ruins. It will be a city redesigned by terror.

So let us be clear:

This is no accident. It is a project. A project of erasure.

Of dispossession. A violent redesign of Haïti's capital—disguised as a security crisis.

The largest and most sinister land operation in Caribbean history—executed without a single signed document.

Since the assassination of the president, the descent into horror has been swift and unfathomable. What was once the pride of the African diaspora—the first Black Republic, born of revolution—is now bleeding in the dark.

Haïti, the symbol of resilience, of defiance, of hope—stands alone, surrounded by silence.

The world, once inspired by this tiny nation that defeated Napoleon's armies, now scrolls past her suffering.

They watch. They judge. But they do not move.

And this isn't just in the capital. The rot is spreading:

- Tabarre is falling, its people shattered.

- L'Artibonite, once Haïti's breadbasket, is now choked by fear.

- Mirebalais, once a symbol of rural stability, was overrun just last week.

- Hospitals looted and torched, leaving the sick and pregnant with no refuge.

- Kenscoff is bracing for impact.

- Pétiön-Ville, once a beacon of economic and diplomatic activity, teeters on the edge.

This is not only an attack on lives. It is an assault on memory, dignity, and the right to exist.

Town by town, they are erasing Haïti's soul.

And no one is stopping it.

So we must ask:

Why is this happening? Who benefits from this orchestrated devastation?

Who are the architects of this

silence?

What games are being played on Haitian soil—without our consent, without transparency, and without justice?

Where are Haïti's so-called allies?

The ones who raised our flag, toasted to our resilience, promised partnerships?

Today, they sit in stillness, watching a nation be dismembered—revealing that their solidarity was never real.

Their silence is no longer passive. It is participation.

History is being rewritten.

And this time, it is not the colonizer's sword or the dictator's decree—it is the invisible hand of profit, protected by silence, armed with terror.

* Alix Douyon, a concerned Haitian American



ÉDITORIAL



Haïti, un des pays où sont commis le plus d'assassinats politiques per capita

Vu la manière dont se comportent les Haïtiens, en général, on a l'impression que tout le monde connaît tout le monde.

D'une famille à l'autre, à travers les dix départements, il semble que chaque nom cité se réfère à celui d'une famille connue, tant les gens se connaissent. Aussi ne cesse-t-on de répéter, pour chaque nom cité, qu'il n'y en a qu'une seule famille, éparpillée dans toutes les régions du pays, par l'émigration, favorisée soit par les guerres civiles ou la recherche de meilleures situations d'emplois, des conditions qui suscitent des mouvements migratoires nationaux. Malgré tout, Haïti reste l'un des pays où sont perpétrés le plus d'assassinats politiques per capita. On se demande alors si, dans la mesure où les meurtres inspirent des opportunités d'argent ou de pouvoir tuent l'humanisme qui pourrait habiter l'homme haïtien.

En effet, l'histoire d'Haïti, dès l'indépendance du pays (1804), à ce jour, abonde en assassinats politiques, imputables, directement ou indirectement, aux différentes équipes gouvernementales qui se sont succédés, au fil des ans, le plus souvent fomentés par d'autres acteurs qui convoitent le pouvoir en place. Les campagnes de dénonciations, feutrées ou bruyantes, menées initialement autour de ces crimes, s'arrêtent progressivement et finissent presque toujours par tomber dans les oubliettes, ni vu, ni connu. À l'exception de rares cas mentionnés, pour mémoire, par des activistes irréductibles indépendants. Exemples Fondation Mémoire revendiquant justice pour les familles exécutées à Jérémie; et feu le colonel Henri Perpillant, surnommé Riquet, fils du sénateur Dennis Saint-Aude, dont le fils, Claude (Pép) Perpillant, offre une commémoration annuelle du souvenir de son père. Même les familles des victimes se lassent, au bout du compte, de rappeler au pays les crimes, dont leurs bien-aimés ont été victimes et pour lesquels elles attendent encore justice. Actuellement, ce qui retient l'attention est le 25^e anniversaire de l'assassinat du journaliste de grande renommée, Jean Dominique, assassiné le 3 avril 2000.

À cet égard, la Justice haïtienne se met à l'abonné absent, n'ayant jamais initié une quelconque action contre les transgresseurs de la loi, quel que soit le degré du crime. Car l'Exécutif haïtien, faisant du système judiciaire un instrument personnel de répression, le président assume le droit d'imposer ses dictats aux citoyens, en sa faveur et celle de sa famille ou de ses amis. L'impunité étant un comportement institutionnellement mis en place par les dirigeants, le successeur d'un chef exécutif criminel se garde de rétablir la Justice dans son plein droit, dans le cadre de la mise en accusation d'un prédécesseur ayant

outrépassé ses droits ou autrement violé la Constitution et les lois du pays. Afin d'éviter d'établir une jurisprudence aux conséquences dangereuses éventuellement pour lui.

Quand on dit que l'impunité est profondément enracinée dans la pratique administrative et gouvernementale d'Haïti, il s'agit d'une vérité immuable. Du premier assassinat politique d'un chef d'État, l'empereur Jean Jacques Dessalines, au président Jovenel Moïse, en passant par le président Vilbrun Guillaume Sam et le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-au-Prince, Me Montferrier Dorval, auxquels s'ajoute un grand nombre d'autres, des milliers d'assassins et de commanditaires de ces crimes courent encore, en sus d'ajouter un nombre infini de familles, qui n'ont jamais eu justice. Voilà un pays dont les familles des victimes et celles des bourreaux se côtoient, fréquentant les mêmes établissements scolaires, poursuivant les mêmes carrières ou fréquentant les mêmes assemblées religieuses.

On ne peut nier que, depuis plus de deux siècles d'indépendance, les Haïtiens proclament et chantent, d'une seule et même voix, « *Vénérons nos aïeux, les pères de l'Indépendance* »; « *Mourir est beau, pour la Patrie, pour les Ancêtres* ». Ou « *Marchons unis* » vers l'avenir, sans même penser que les citoyens haïtiens n'ont jamais, par le biais des institutions étatiques, créé « véritablement » les conditions de telles prononciations. Mais, raisonnons sincèrement, quand nous répétons ou exhibons cette phrase : « *L'Union fait la force* », incrustée dans notre bicolore, comment peut-on convaincre de la foi collective d'appliquer ce geste dans nos actions et décisions ? Peu de monde se laisse convaincre de la volonté d'agir vraiment dans le sens du contenu de cette phrase, quand des citoyens arrivés au pouvoir par la volonté des citoyens n'hésitent pas à massacrer, assassiner ou maltraiter leurs semblables, qui sont, au fait, leurs « *frères et sœurs* », voire leurs patrons.

Les Haïtiens se comportent comme s'ils tourment la page sur les assassinats individuels et collectifs perpétrés par ceux-là mêmes à qui a été confiée la responsabilité de nous diriger dans l'harmonie, le respect mutuel, mais surtout en assurant la protection de chaque citoyen. Pourtant ces promesses, véhiculées avec force, en période électorale, perdent leurs sens une fois tenue la cérémonie de prestation de serment.

Mais, qu'on ne se fasse pas d'illusion. La nation n'est pas libérée de l'esprit tribal né des différentes ethnies du continent noir qui composent cette nation. Cette réalité n'est jamais entrée en ligne de compte, au moment de la fondation de ce peuple. Aucune prise de conscience à ce sujet n'a même pas été évoquée. Aujourd'hui que Haïti est

divisé entre la société et les gangs armés, la chance nous est offerte de bâtir un projet de société basé sur l'« *authentique réconciliation* ».

À la lumière de tous ces faits, un projet de réconciliation nationale s'impose de toute urgence. Mais il importe qu'une structure soit mise en place pour assurer la naissance d'une organisation intelligente et efficace capable d'étudier tous les aspects de cette question. Si, dans le cadre d'une telle initiative, d'aucuns évoqueraient les difficultés auxquelles serait confrontée la nécessité de remonter aux premiers assassinats, il faudrait alors recourir à une approche objective, consistant à limiter, dans le temps, l'application de la loi, par rapport aux responsabilités des acteurs, directement ou indirectement, impliqués dans ces crimes.

Il serait donc recommandé de solliciter l'apport de la communauté internationale, par le biais de l'Organisation des Nations Unies dont certains membres pourraient avoir de l'expérience dans ce domaine. L'implication de la communauté internationale ne devrait pas se limiter à ses contributions techniques, mais aussi à ses participations financières, car, surtout au cours des quarante dernières années, les auteurs de ces crimes, tous les participants confondus, se sont dispersés sur la planète, présentant un grand défi pour les trouver. Une opération dont le financement dépasse les possibilités d'un pays aux faibles ressources comme Haïti.

Il faut reconnaître qu'il y a moins de chances d'atteindre les auteurs des assassinats commis avant François Duvalier. En revanche ceux dont les actions remontent à des dates plus récentes, cela va de soi, seront plus faciles à répondre de leurs actes criminels. C'est, par exemple, les cas des Duvalier, de Jean-Bertrand Aristide, de René Préval, de Michel Joseph Martelly, de Jovenel Moïse, d'Ariel Henry et du Conseil présidentiel de transition à neuf têtes.

En ce qui concerne M. Aristide, le gros du travail s'est déjà réalisé. Puis que le texte, bien documenté, sur les assassinats politiques attribués à ce dernier, offert par l'ex-sénateur Mauris saient Jean Irvelt Chéry, en guise d'accusation, à l'intention du monde judiciaire haïtien, constitue une avancée des plus utiles.

Il est aussi opportun d'attirer l'attention sur les partisans de présidents dont les gouvernements ont multiplié des assassinats, et qui placent ces derniers au-dessus de la loi. Car, si les ouailles de Jean-Bertrand Aristide le vénèrent, en dépit des nombreux meurtres qu'il a commandités, ceux de Jovenel Moïse ne cessent de réclamer justice pour lui et sa famille, alors que ce dernier a foulé aux pieds le droit à une justice équitable à Me Montferrier Dorval, le bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince ainsi que d'autres. M.

Dorval a été criblé de balles par des assassins, au moment de rentrer chez lui, un soir, dans le même quartier que la résidence présidentielle. À noter que moins de dix minutes, après le crime, les assassins ont expédié une vidéo du meurtre à la première dame, Martine Moïse. Pourtant le président, qui était, à son tour, exécuté dans un complot, dans sa maison familiale, située à Pèlerin 5, le 7 juillet 2021, avait opposé son veto à une ordonnance de comparution adressée à sa femme. Face à l'enquête lancée sur ce parricide, qui piétinait, l'ex-première dame et les partisans de son mari défunt s'appliquent à demander, à tout bout de champ, que justice lui soit rendue, ainsi qu'à la famille du défunt.

Au bout du compte, la réconciliation nationale — car c'est précisément de quoi nous parlons ici — s'avère plus que nécessaire. Puisque Haïti, sombrant dans la division depuis des siècles, se révèle plus que jamais divisé. Si les luttes fratricides, qui ont marqué notre vie de peuple a suscité des carnages qui ne se comptent plus, en plus des assassinats perpétrés par les dirigeants, ces crimes ont présentement changé de commanditaires et d'exécutants. Les gangs armés ont changé de place avec les présidents assassins et leurs alliés, faisant une nouvelle couche de demandeurs de justice.

Il est donc grand temps d'en finir avec ces assassinats et de susciter l'authentique amour fraternel au sein de la nation haïtienne. Aucun doute, cela passe nécessairement par la réconciliation nationale !



SUBSCRIPTION FORM	
BULLETIN DE SOUSCRIPTION	
HAÏTI	ÉTAT-UNIS
100-Observateur 96 Avenue John Brown, 3 ^e étage Port-au-Prince, Haïti 01 (509) 225-0700 ou 509 225-0700	1 an (12 numéros) \$15.00 2 ans (24 numéros) \$28.00 3 ans (36 numéros) \$40.00 4 ans (48 numéros) \$50.00 5 ans (60 numéros) \$60.00
CANADA	AFRIQUE ET ASIE
100-Observateur Bureau des Journaux 3140 St. Laurent 10 ^e étage Montréal, Québec H3T 1A6	1 an (12 numéros) \$20.00 2 ans (24 numéros) \$38.00 3 ans (36 numéros) \$55.00 4 ans (48 numéros) \$70.00 5 ans (60 numéros) \$85.00
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE	CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE
Un service spécial est offert à partir de Paris. Adresse et adresse de livraison: Jean-Claude Valentin, 13-C Avenue Hocheville, 91140-11-11 91370 Le Chesnay Cedex, France Tel: (33) 1 46 25 10 00	1 an (12 numéros) \$25.00 2 ans (24 numéros) \$45.00 3 ans (36 numéros) \$65.00 4 ans (48 numéros) \$80.00 5 ans (60 numéros) \$95.00
EUROPE	EUROPE
1 an (12 numéros) \$25.00 2 ans (24 numéros) \$45.00 3 ans (36 numéros) \$65.00 4 ans (48 numéros) \$80.00 5 ans (60 numéros) \$95.00	1 an (12 numéros) \$25.00 2 ans (24 numéros) \$45.00 3 ans (36 numéros) \$65.00 4 ans (48 numéros) \$80.00 5 ans (60 numéros) \$95.00
Nom: _____	
Country/Compte: _____	
Adresse: _____	
City/Ville: _____ State/État: _____	
Zip Code/Code Postal: _____ Country/Pays: _____	
Nous ne divulguons jamais vos données personnelles à des tiers.	

EDITORIAL



Haiti, one of the countries with most political assassinations per capita

The way Haitians behave, in general, gives the impression that everyone knows everyone. From one family to another, across the 10 departments, it seems that every name mentioned refers to that of a well-known family, indicating that people know each other. It's often said that that many families are related, though scattered throughout the country by emigration, either because of civil war or in search of better employment opportunities, conditions which give rise to national migratory movements. Even so, Haiti remains one of the countries with the highest number of political assassinations per capita. This raises the question of whether, insofar as murders inspire opportunities for money or power, they kill off the humanism that could inhabit the Haitian personality.

Indeed, the history of Haiti, from the country's independence (1804) to the present day, abounds in political assassinations, attributable, directly or indirectly, to the various government teams that have succeeded one another over the years. Most often these assassinations are fomented by other actors who covet the power in place. The campaigns of denunciation, whether hushed or noisy, that were initially waged around these crimes, gradually come to a halt and almost always end up being forgotten, neither seen nor known. However, there are exceptions as rare cases continue to be mentioned, for the record, by diehard independent activists. Examples include Fondation Mémoire, demanding justice for the families executed in Jérémie; and the late Colonel Henri Perpillant, nicknamed Riquet, son of Senator Dennis Saint-Aude, whose son, Claude (Pèp) Perpillant, offers an annual commemoration of his father's memory. Even the families of the victims eventually tire of reminding the country of the crimes of which their loved ones were victims, and for which they still await justice. Currently, it's the 25th anniversary of the assassination of renown journalists Jean Dominique, on April 3, 2000, which retains attention.

As it is, the Haitian justice system never takes any action against lawbreakers, whatever the extent of the crime. Because the Haitian Executive has turned the judicial system into a personal instrument of repression, the President assumes the right to impose his dictates on citizens, in favor of himself, his family or his friends. Since impunity is institutionally established in the mores of those in power, the successor of a criminal chief executive is careful not to restore Justice in its full right, in

the context of the impeachment of a predecessor who had overstepped his rights and violated the Constitution and laws of the country. For, he must avoid establishing a case of jurisprudence with potentially dangerous consequences for him.

Indeed, it an irrefutable truth that impunity is deeply rooted in Haiti's administrative and governmental practice. From the first political assassination of a head of state, that of Emperor Jean Jacques Dessalines, to President Jovenel Moïse, President Vilbrun Guillaume Sam and of Montferrier, Dorval, the president of the Port-au-Prince Bar Association, to name a few, thousands of murderers and the instigators of these crimes are still at large, while an infinite number of families are still waiting for justice. This is a country where the families of the victims and those of the perpetrators live side by side, attend the same schools, pursue similar careers or attend the same religious gatherings.

There's no denying that, for over two centuries of independence, Haitians have been proclaiming and singing in unison: "*Vénérons nos aïeux, les pères de l'Indépendance*;" "*Mourir est beau, pour la Patrie, pour les Ancêtres*," "*Marchons unis*." ("Let's honor those who made independence possible," "It's beautiful to die for the country and the ancestors." ("Let's march together.") All of it as we look toward to a better future. Yet, through state institutions, the Haitians have never created the conditions to abide by such lofty pronouncements. Let's face it, when we repeat or flaunt the phrase "*L'Union fait la force*," ("In unity there's strength") embedded in our flag, how can we convince people of the collective faith to apply gesture to our actions and decisions? Few people can be convinced of the will to act in line with the content of that phrase, especially when those, who assume power through the will of the people, don't hesitate to massacre, murder or mistreat their fellow human beings who, in fact, are their "brothers and sisters," or even their bosses.

Haitians behave as if they were turning the page on the individual and collective murders perpetrated by the very people entrusted with the responsibility of leading us in harmony, mutual respect and ensuring the protection of every citizen. All forgotten are the promises ardently made during the election campaign and those mentioned during the swearing-in ceremony are meaningless.

There should be no illusion about Haiti not being freed from the tribal spirit born from the different ethnic

groups from the African continent that make up the nation. That reality was never considered when the nation was founded. The awareness of it was never evoked. Now that Haiti is divided between the regular society and the armed gangs, there's a chance to build a social project based on "authentic reconciliation."

Considering all these facts, a national reconciliation project is urgently needed. But a structure must be put in place to ensure the birth of an intelligent and effective organization capable of studying all aspects of this question. If, as part of such an initiative, some would point to the difficulties faced by the need to go back to the first murders, then an objective approach would have to be adopted, consisting of limiting the application of the law in time, in relation to the responsibilities of those directly or indirectly involved in these crimes.

It would, therefore, be advisable to solicit the contribution of the international community through the United Nations, some members of which may have experience in this field. The involvement of the international community should not be limited to its technical contributions, but also to its financial participation, considering that over the last forty years, the perpetrators of these crimes, all participants taken together, have been dispersed over the planet, presenting a great challenge in finding them. Such an operation requires financing that exceeds the possibilities of a country like Haiti, with scant resources.

Admittedly, there is less chance of reaching the perpetrators of the assassinations committed before François Duvalier. On the other hand, it is obvious that those whose actions date back to more recent times will find it easier to answer for their criminal acts. These include the Duvaliers, Jean-Bertrand Aristide, René Préval, Michel Joseph Martelly, Jovenel Moïse, Ariel Henry and the nine-headed Presidential Transition Council.

As for Mr. Aristide, the most important part of the job has been done. For, all his crimes are meticulously laid out in the detailed text of Senator Mauris saint Jean Irvelt Chéry, who presented it as a formal accusation to the Haitian judicial instances. j

It's also worth drawing attention to the disciples of the presidents, whose governments perpetrated multiple assassinations, as they considered themselves above the law. To wit, the followers of Jean-Bertrand Aristide still put him on a high pedestal, despite the numerous murders he ordered and those of

Jovenel Moïse keep demanding that justice be made in his case and for his family. Meanwhile, equal justice is trampled upon regarding Montferrier Dorval, Esq., the president of the Bar association of Port-au-Prince, as well as for others. To be remembered, Dorval's was riddled with bullets by his assassins as he arrived home one evening. Mind you, he lived in the same upscale neighborhood where the president has his private residences. To be noted, with in 10 minutes, following the crime, the assassins had sent a video of the murder operation to First Lady Martine Moïse. Can one talk about karma when the president succumbed to a murder plot, being assassinated in the bedroom of his family's residence on July 7, 2021, at Pèlerin 5, tony neighborhood. It's worth mentioning that he had vetoed a judicial request for his wife to appear in court regarding the Dorval assassination. Notwithstanding that, the latter's family kept asking for justice for their departed loved one.

Finally, we're talking about national reconciliation, which is a necessity in Haiti's case, which has been divided for centuries and is more divided now than ever. The fratricidal struggles that have marked our life as a people have given rise to numerous carnages. In addition, mention must be made to the assassinations perpetrated by our leaders. Now, similar crimes have new sponsors and executors. Armed gangs have moved in, conducting murders galore, creating a new layer of justice-seekers.

It is high time to put an end to these murders and to foster genuine brotherly love within the Haitian nation. Undoubtedly, this can be achieved only through national reconciliation!

HAITI OBSERVATEUR
 Haiti-Observateur
 P.O. Box 356237
 Briarwood, NY
 Y 11435-
 6235 TEL. (718)
 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLEIN DE SOUSCRIPTION

Haiti: 1001-Observateur, 96 Avenue John Brown, 3ème étage, Port-au-Prince, Haiti. Tel: (509) 225-4785 / (509) 225-4785

ETATS-UNIS: 1 an classe: 140.00 \$ US, 6 mois (8) mois: 80.00 \$ US, 3 mois (3) ans: 240.00 \$ US

AFRIQUE ET ASIE: 1 an classe: 180.00 \$ US, 6 mois (8) mois: 100.00 \$ US, 3 ans (3) ans: 540.00 \$ US

CANADA: 1001-Observateur, 96 Avenue John Brown, 3ème étage, Port-au-Prince, Haiti. Tel: (509) 225-4785 / (509) 225-4785

CARAIÈBE ET AMÉRIQUE LATINE: 1 an classe: 170.00 \$ US, 6 mois (8) mois: 85.00 \$ US, 3 ans (3) ans: 510.00 \$ US

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE: 1 an classe: 140.00 \$ US, 6 mois (8) mois: 80.00 \$ US, 3 ans (3) ans: 420.00 \$ US

EUROPE: 1 an classe: 130.00 \$ US, 6 mois (8) mois: 75.00 \$ US, 3 ans (3) ans: 390.00 \$ US

Adresse: _____
 City/Ville: _____
 Zip/Code/Code Régional: _____ Country/Pays: _____



HAÏTI : FOOTBALL FÉMININ

Éliminatoires U17 : Les petites Grenadières face à l'épreuve du chaos

Par Ricotta Saintil

La participation de la Sélection haïtienne féminine des moins de 17 ans, aux éliminatoires de la Coupe du monde de cette catégorie, disputés récemment au Mexique, restera marquée à la fois par la fierté d'avoir été représentée et la douleur d'un parcours tronqué. Ce fut un véritable choc pour les jeunes Grenadières, confrontées à une réalité sportive difficile, dans un contexte déjà lourd d'incertitudes. Seules quelques-unes ont eu la chance d'embarquer vers le Mexique, tandis que d'autres, pourtant convoquées, sont restées bloquées en Haïti, victimes de la crise persistante qui affecte tous les secteurs, y compris celui du transport aérien.

Malgré l'engagement visible sur le terrain, les Grenadières n'ont pas pu tenir tête à la supériorité

technique et physique de leurs adversaires. Elles ont concédé deux lourdes défaites : un cinglant



Les petites Grenadières, les moins de 17 ans., encaissent leur défaite au Mexique.

8-0, face au Costa Rica, pour leur entrée en lice, suivi d'un revers encore plus sévère contre le pays

hôte, le Mexique, sur le score de 12-0. Ces résultats traduisent le déséquilibre criant entre une équipe

incomplète et des formations qui se préparent dans des conditions optimales. Les jeunes joueuses

haïtiennes, pour la plupart peu ou pas préparées, à ce niveau de compétition, ont dû faire face à un défi bien plus grand que sportif.

Toutefois, dans ce tumulte, les Grenadières ont trouvé la force de se relever pour arracher une victoire de consolation, lors de leur deuxième sortie, face aux Bermudes, sur le score convaincant de 4-1. Ce succès, bien que symbolique, témoigne de leur potentiel et de leur volonté de se battre jusqu'au bout, malgré les circonstances défavorables. Il met en lumière la résilience de ces jeunes filles, qui n'ont jamais cessé de croire en leurs capacités, même dans l'adversité.

Ce nouvel échec dans la quête d'une première qualification pour une Coupe du monde des moins de 17 ans repose, une fois de plus, sur la question de l'environnement dans lequel évoluent ces

jeunes talents. Les raisons politiques et structurelles, qui ont empêché une partie de la délégation de se rendre au Mexique, ne doivent pas être ignorées. Il est impossible d'espérer des résultats, à la hauteur du potentiel de nos jeunes, sans une organisation stable et un soutien constant.

En conclusion, cette campagne qualificative a mis en lumière les limites d'un système fragilisé par l'instabilité nationale. Si Haïti souhaite un jour voir ses jeunes sportives s'illustrer au plus haut niveau, il est impératif de rétablir le calme dans le pays. Car seul un environnement sécurisé et structuré permettra à des milliers de jeunes de reprendre la pratique du football dans des conditions dignes, et de rêver, un jour, à une qualification historique sur la scène mondiale.

R.S.

HAÏTI ENCORE HUMILIÉE EN FOOTBALL FÉMININ

Coupe du monde femme FIFA U17

Costa Rica bat Haïti U17 (8-0); Mexique bat Haïti U17 12-0; Bermudes-Haïti 4-1 Haïti féminin senior, premier match, Haïti bat Chili (1-0) ; Score à la mi-temps ; Score acquis à la mi-temps 2 e match mardi, Chili bat Haïti (2-1); mi-temps 1-0 pour Haïti

Par Jacques Brave

Le scénario actuel du football est exactement ce que prévoyaient les analystes. Depuis 2020, le scandale déclenché par le groupe

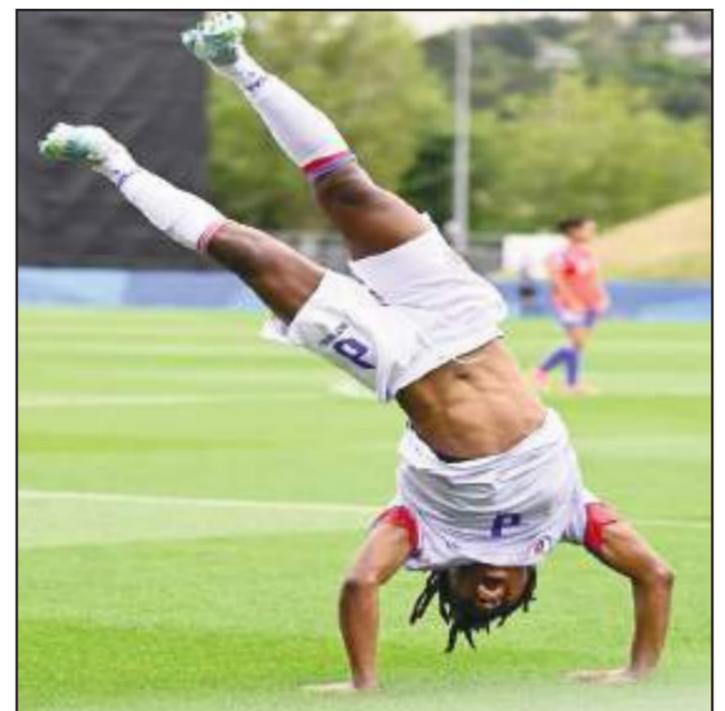
mafia lié, surtout aux secteurs de la drogue, s'appuyant sur deux dirigeants en place de la FHF, qui ont utilisé un scénario macabre, utilisant leur entrée et sortie à la FIFA, Monique André et Carlo

Marcelin, pour écarter, dans un montage de mensonges, fabriquant un scandale d'abus sexuels pour écarter, d'abord le président élu, puis les autres 13 dirigeants élus, pour se faire nommer seuls chefs du football haïtien, utilisant leurs relations à la FIFA. Depuis, le football continue sa dégringolade vers la mort.

Cette femme est entrée dans la Fédération comme pourvoyeuse de services en tickets de voyage, a manœuvré pour devenir dirigeant du comité dirigeant, alors qu'elle ne remplissait aucune condition pour être dirigeante de la FHF, mais comme elle avait tenté de le faire dans le passé, elle avait été dit-on « déchouquée » comme « makout », à la chute de Duvalier. Elle a été chassée du Comité olympique haïtien, il y a quelques années, pour corruption, après les récents Jeux olympiques de Rio de Janeiro. Cette fois, elle a réussi son coup, devenant, grâce à la FIFA, qui n'a pas compris combien la corruption et le



Amandine Pierre-Louis au Chili



Melchie Dumornay, en chef d'orchestre au Chili.

trafic de drogue ont pris le contrôle absolu de tous les secteurs vitaux du pays, et que, grâce à Monique André, les trafiquants

ont désormais le contrôle absolu du football. Et Monique André a même pu faire entrer et envoyer

Suite en page 4